

TORNATA DELL'11 MARZO 1853

VALERIO. Vorrei pregare il signor presidente di sollecitare anche la stampa del bilancio degl'interni.

PRESIDENTE. Ho pure sollecitato la stampa del bilancio dell'azienda dell'interno, ma questa mattina ancora il relatore ha mandato un quadro di sei o sette facciate, ed è impossibile che per domani mattina possa essere stampato.

L'ordine del giorno per domani sarà dunque :

Relazione di petizioni;

Discussione del progetto di legge relativo all'avanzamento militare.

Ora si passerà allo scrutinio segreto sulla legge per lo stabilimento d'un telegrafo sottomarino tra Cagliari e la Spezia.

Risultamento della votazione :

Presenti e votanti	104
Maggioranza	53
Voti favorevoli	100
Voti contrari	4

(La Camera approva.)

La seduta è levata alle ore 4 1/4.

TORNATA DELL' 12 MARZO 1853

PRESIDENZA DEL PRESIDENTE AVVOCATO RATTAZZI.

SOMMARIO. Omaggio — Relazione sul bilancio passivo dell'istruzione pubblica pel 1853 — Mozione del deputato De Viry per modificazioni alla legislazione sulla pena di morte — Osservazioni del deputato Valerio — Dichiarazione del guardasigilli — Parlano i deputati Farini e Brofferio — Approvazione dell'ordine del giorno motivato del deputato Brofferio — Relazione di petizioni — Petizione del comune di Gerola — Discussione generale del progetto di legge per l'avanzamento nell'esercito — Considerazioni dei deputati Pinelli, Duverger e Cossato — Risposta del ministro della guerra — Repliche del deputato Pinelli — Chiusura della discussione generale.

La seduta è aperta alle ore 1 e 1/2 pomeridiane.

CAVALLEINI, segretario, dà lettura del processo verbale della tornata precedente, il quale viene approvato.

OMAGGIO.

PRESIDENTE. L'intendente generale della divisione di Novara, a nome del Consiglio divisionale di quel circondario, fa omaggio a ciascun deputato d'un esemplare degli atti della Sessione del 1852 del medesimo.

RELAZIONE SUL BILANCIO DELL'ISTRUZIONE PUBBLICA PEL 1853.

CABORNA, relatore. Ho l'onore di presentare la relazione sul bilancio dell'istruzione pubblica per l'esercizio del 1853. (Vedi vol. Documenti, pag. 1145.)

PRESIDENTE. Questa relazione sarà stampata e distribuita.

MOZIONE DEL DEPUTATO DE VIRY PER MODIFICAZIONE ALLA LEGISLAZIONE SULLA PENA DI MORTE.

PRESIDENTE. La parola spetta al deputato De Viry per una mozione.

DE VIRY. Messieurs, c'est sous le poids du sentiment d'horreur et d'indignation causé en moi par le tragique événement arrivé ce matin dans les murs de la capitale, que je prends en ce moment la parole. (Mouvement de vive attention)

Je ne puis m'empêcher de faire connaître à la Chambre les impressions que j'ai ressenties plus d'une fois, lorsque, comme magistrat, j'ai été appelé à prendre part à des causes dans lesquelles la nature du crime pouvait entraîner la peine de mort; ces impressions se sont aujourd'hui réveillées en moi plus fortes que jamais; aussi je ne puis, messieurs, m'empêcher de venir élever la voix pour solliciter quelques améliorations dans cette partie de notre législation.

J'ai toujours cru que notre Code pénal exigeait des réformes, et des réformes radicales, à cet égard; parce que, si la société a le droit de punir le coupable, qui, se laissant emporter par ses passions, transgresse les lois divines et humaines et est assez audacieux pour répandre le sang de son semblable; si la société a le droit d'exiger que sa punition soit prompte, soit sûre, soit éclatante, elle n'a pas le droit, comme il est arrivé ce matin, de lancer cet homme dans le sein de l'éternité en le jettant dans les bras du désespoir. (Sensation) Ce qui est arrivé aujourd'hui, messieurs, peut arriver dans d'autres circonstances. Cet affreux événement doit nous prouver à tous la nécessité de faire étudier la grave question qui a déjà fait l'objet, dans d'autres pays, de pro-

fondes études, de sérieuses discussions, c'est-à-dire s'il ne convient pas de restreindre dans d'étroites limites la peine de mort, d'examiner quel est le mode d'exécution le plus sûr, le plus prompt, et s'il est convenable de donner aux exécutions, à ces derniers actes de la justice humaine, la publicité qu'on leur a laissée jusqu'à ce jour.

Si la léthargie qu'a souffert cet homme ce matin après son exécution, léthargie qui, n'ayant duré heureusement que deux heures, lui a laissé le temps de faire connaître qu'il était encore en vie, au moment où on allait clouer la dernière planche sur son cercueil, et le séparer à tout jamais du reste des vivants; si cette léthargie, dis-je, avait duré plus longtemps, il était possible qu'on eût jeté la dernière pelletée de terre sur la bière d'un homme vivant, et alors c'est dans ce tombeau même que cet infortuné se serait réveillé, et alors, je vous le demande, messieurs, n'est-ce pas en proie au plus affreux désespoir qu'il était jeté dans l'éternité, et n'est-ce pas à la justice humaine que Dieu, son souverain juge, pourrait demander compte de cette âme dont elle a causé la perdition? (*Sensazione*)

Ces motifs, et une foule d'autres qu'il est inutile de rappeler ici, car je vois qu'ils sont dans la bouche de tous, m'engagent à demander instamment à la Chambre de nommer, si l'on ne peut pas faire autrement, et si les études que le Ministère se propose de faire doivent durer trop longtemps, de nommer, dis-je, une Commission prise dans son sein pour s'occuper activement de la réforme du Code pénal à cet égard.

Je crois, quant à moi, que la peine de mort doit être limitée bien autrement qu'elle est dans notre Code pénal. Elle doit se limiter à ce cas seul, à celui où le sang aurait été répandu, où il y aurait eu homicide avec guet-apens et préméditation.

Je veux aussi que l'on change le mode d'exécution dont on se sert aujourd'hui.

Je ne crois pas que la mort par strangulation soit le genre de supplice que nous devons conserver.

Je ne crains pas de le dire, messieurs, le fait qui est arrivé ce matin dans une des capitales les plus policées de l'Europe, au milieu du XIX^e siècle, de ce siècle de lumières et de civilisation, aura un grand retentissement dans l'Europe entière. La presse s'emparera de ce fait et le commentera sous toutes ses faces; bâtons-nous donc de prouver à tous que nous avons su au moins profiter d'une circonstance malheureuse pour en tirer quelque avantage; que ce fait ne soit pas perdu, car c'est peut-être la Providence qui nous envoie ce moyen pour hâter des réformes qu'on ne paraît nullement pressé d'accomplir. (*Segni di approvazione*)

Je demande, quant à moi, que le Code pénal soit changé relativement à l'article qui prescrit la peine de mort par le moyen de la strangulation. A mon avis, la peine de mort la plus sûre est celle qui s'obtient par la décapitation.

Alcune voci. Nè l'una, nè l'altra!

DE VIRY. Si l'on admet la peine de mort, je crois qu'il serait mieux de substituer la décapitation à la strangulation.

Mais le point sur lequel je veux surtout appeler votre attention c'est sur la publicité qu'on donne aux exécutions. Je ne crois pas qu'une telle publicité serve à quelque chose; c'est mon intime conviction que cette publicité ne sert à rien, et j'ai eu occasion déjà depuis longtemps et dans beaucoup de circonstances de manifester mon opinion à cet égard.

Dans le siècle où nous vivons, et après les exemples que nous voyons chaque jour, nous pouvons bien dire que l'exemple que l'on veut donner par ce moyen est tout-à-fait illusoire.

Je dis même plus; je dis qu'une telle publicité ne sert qu'à démoraliser le peuple, plutôt qu'à corriger, qu'à former ses mœurs. (*Segni d'assenso*)

Je me rappellerai toujours, messieurs, l'impression qu'a produite sur moi la vue d'un cadavre suspendu à une potence, et qui était un point de mire pour des enfants qui lui lançaient des pierres.

Vous me direz maintenant qu'il y a une idée de moralité attachée à une exécution publique; mais je crois, pour mon compte, que l'on peut donner toute la publicité nécessaire à cette punition qu'exerce la société, en affichant seulement les sentences et en donnant, à présent que la presse est libre, toute la publicité possible à ces condamnations et aux faits qui les ont occasionnées. Je crois que, quand il s'agit d'une exécution capitale, il serait préférable qu'elle eût lieu entre les murs de la prison, en présence seulement des détenus, plutôt qu'en plein jour et au milieu d'une promenade publique.

Ainsi, je me résume, car je ne crois pas avoir besoin d'entretenir plus longuement la Chambre; je la vois assez émue par le fait qui vient d'arriver ce matin et par les paroles que j'ai eu l'honneur de prononcer; je me résume, dis-je, en demandant que l'article du Code pénal qui prescrit que la peine de mort aura lieu par la strangulation, soit définitivement rayé et qu'on lui substitue un article qui prescrive un autre mode d'exécution, ce qui nécessiterait des études immédiates des personnes de l'art.

Je demande ensuite que la peine de mort n'ait plus lieu publiquement, mais dans l'enceinte même de la prison. Elle servira ainsi d'exemple pour les individus qui réellement sont coupables et qui sont appelés peut-être à porter un jour leur tête sur l'échafaud.

En troisième lieu je désire que la peine de mort, qui est prononcée en beaucoup trop de cas dans notre Code, soit limitée, et pour cela je demande qu'on nomme une Commission pour étudier sans délai les réformes à faire à ce sujet dans notre législation. Cependant, comme je sais que le garde des sceaux s'occupe d'une réforme du Code pénal, et comme je crois que cette partie n'y est pas comprise, j'insisterai pour que la Chambre veuille aviser à fin qu'au plus tôt cette réforme ait lieu, soit en nommant au besoin une Commission prise dans son sein, soit en engageant le Gouvernement à pourvoir au plus vite aux mesures à prendre à ce sujet.

Je propose donc que la Chambre invite le Ministère à s'occuper incessamment de l'abolition de la peine de mort par la strangulation, et de la substitution d'un autre mode d'exécution à celui-là.

Je vais rédiger par écrit cet ordre du jour pour le remettre à monsieur le président. (Bravo! Bene! *da tutti i banchi*)

PRESIDENTE. Se il deputato De Viry si limita ad un invito al Ministero, io non ho difficoltà di mettere ai voti la sua proposta; ma, quando questa fosse per la nomina di una Commissione, io credo che il regolamento vi si opponga.

DE VIRY. Non, je n'insiste pas pour qu'on nomme une Commission. Le discours que j'ai prononcé, et l'ordre du jour que je présente, et que la Chambre ne manquera pas d'adopter, suffiront, j'espère, pour engager le Ministère à pourvoir à ce sujet.

PRESIDENTE. Faccio presente che sarà conveniente aspettare a prendere una deliberazione circa la mozione del deputato De Viry, quando sia presente qualche ministro, il quale esprima in proposito il pensiero del Governo.

Voci. Sì! sì!

VALERIO. Io inviterei l'onorevole De Viry, alle cui opinioni in gran parte mi associo in questa questione, a voler di preferenza presentare un progetto di legge. Nessuno meglio di lui, che come magistrato ha potuto conoscere gl'inconvenienti della legge attuale, inconvenienti gravissimi che con parole calde ha tratteggiati testè dinanzi a questa Camera, nessuno meglio di lui, dico, può presentare un progetto di legge che, discusso negli uffici ed esaminato da una Commissione, potrebbe avere un sollecito corso.

Un invito al Ministero in un Parlamento, il quale ha il diritto d'iniziativa, per me ha quasi nessun valore, tanto più se riguardo il passato. Esiste una Commissione incaricata di esaminare con qual mezzo debba eseguirsi la pena di morte. Questa Commissione, da parecchi anni nominata, non ha mai nulla deliberato, e forse continuerebbe a far così per l'avvenire.

In quanto alla riforma del Codice penale, io ricordo all'onorevole De Viry come in questa medesima Camera siano stati più volte mossi rimproveri al Ministero, perchè la Commissione di legislazione, per cui ogni anno è stanziata nel bilancio una somma considerevole, nulla ha mai fatto pel passato, e probabilmente poco farà per l'avvenire.

Quando una Camera ha il diritto d'iniziativa, è molto meglio che se ne valga. Almeno si ha un certo frutto dalla discussione, dalla quale può nascere una legge buona.

Poichè ho la parola, associandomi, come già dissi, in gran parte alle opinioni esposte dall'onorevole De Viry, mi giovi dichiarare che io avrei voluto ch'ei fosse stato più consenziente al suo discorso, e che, invece di proporre la ghigliottina, proponesse ricisamente l'abolizione della pena di morte. Non sarebbe questo un nuovo esempio in Italia. Già la Toscana sotto Leopoldo il Grande, quella Toscana che ha dato il primo esempio all'Europa della libertà commerciale, ha abolito la pena di morte, e questo fu un gran beneficio per la pubblica sicurezza e per la pubblica moralità. *(In questo punto entra il ministro di grazia e giustizia)*

DE VIRY. Pour répondre aux observations que vient de faire l'honorable monsieur Valerio, je n'ai que deux mots à ajouter. D'abord je commencerai par répondre à ce qu'il vient de dire en dernier lieu. Quant à la question de la peine de mort, j'avoue franchement que ja la voudrais limitée à un seul cas, et ce cas c'est celui dans lequel je crois que la société peut avoir droit de punir le coupable, de répandre le sang d'un de ses membres, de le retrancher, en un mot, de son sein. Quant à moi je ne suis pas d'avis de l'abolition complète de la peine de mort; mais je pense qu'elle doit être limitée à ce seul cas, et qu'il faut encore que le crime ait été accompagné de toutes les circonstances aggravantes, c'est-à-dire, de préméditation et de guet-apens. Pour ce qui est de présenter un projet de loi, j'avoue que je suis tout disposé à le faire, et je n'aurais pas grande difficulté à le formuler.

Je vois maintenant sur son banc monsieur le ministre de grâce et justice. Si la Chambre veut bien me le permettre je vais lui résumer en peu de mots le but de mes interpellations. *(Parli !)*

Monsieur le garde des sceaux a, sans doute, entendu parler du fait qui est arrivé ce matin. C'est au sujet de cet affreux événement que je viens demander deux choses à la Chambre. Je demande que le Gouvernement, dans le cas où l'initiative ne serait point prise par quelque député, présente un projet de loi qui substitue à la peine de mort par la strangulation, la peine de mort par un autre moyen; je demande en second lieu que la condamnation à la peine de mort soit réduite, dans le Code pénal, au seul cas d'assassinat commis

avec guet-apens et préméditation. J'insiste surtout pour qu'on supprime le supplice de la strangulation; car l'exemple d'aujourd'hui nous a tous frappés, et quant à moi je l'avoue franchement, j'ai été saisi d'effroi et d'horreur, en l'apprenant. Or, cet exemple peut se reproduire dans d'autres circonstances, tandis que par le moyen de la décapitation, comme je le disais, on peut être, je crois, sûr que l'homme ne survivra pas.

Ainsi, que l'on supprime ou que l'on change cet article du Code pénal et qu'immédiatement le Ministère nomme une Commission pour pourvoir à ce changement. Je présente un ordre du jour à cet égard, et c'est une chose bien simple à faire; dans deux articles le changement est opéré. Si le Ministère ne nous a pas présenté ces changements d'ici à peu de temps, et avant qu'une nouvelle exécution ait lieu, j'avoue qu'alors je proposerai un projet de loi; mais j'espère que le Ministère y pourvoira sans plus de retard.

J'attends sa réponse avant de continuer.

BON-COMPAGNI, *ministro di grazia e giustizia.* Io debbo dichiarare alla Camera che, veramente, l'esempio di questa mattina non può a meno di far inorridire; ma avvertirò che casi consimili si verificano anche cogli altri modi di esecuzione. Perciò io stimo che sia il caso di studiare se al modo attuale d'esecuzione della pena capitale non se ne debba sostituire un altro.

Dichiaro che nel modo di cui parlava l'onorevole interpellante trovo un inconveniente gravissimo, quello di presentare al popolo lo spettacolo dell'evidente effusione del sangue.

Quanto al ridurre la pena di morte ad un caso solo, convergo in massima che si deve andare molto cauti nell'applicarla, che anzi tutti desiderano il momento, pur troppo forse ancora lontano, in cui questa pena possa cancellarsi dai Codici delle nazioni civili. Ma così su due piedi, io non credo di poter pronunciare un giudizio in questa delicata questione. Ognun vede come questo equivarrebbe a una riforma generale del Codice penale.

Io credo per conseguenza che entrambi i casi devono essere presi in considerazione, ma risolverli fin d'ora è una cosa di cui non potrei assumere impegno.

L'impegno che io prendo è che la questione sarà studiata, e che fra breve ne sarà riferito l'esito alla Camera.

DE VIRY. Je regrette que, lorsque j'ai commencé mes interpellations, monsieur le ministre, garde des sceaux, n'ait pas été présent: il aurait relevé de mes paroles que j'ai été moi-même le premier à reconnaître que cette publicité que l'on donne aux exécutions n'est plus en analogie avec l'époque dans laquelle nous vivons, n'est plus compatible avec notre siècle, et qu'il faut effacer cette formalité surannée de notre Code pénal.

Je crois aussi que les exécutions doivent avoir lieu dans les limites d'une étroite enceinte, elles doivent être renfermées dans les murs de la prison.

Quant à ce que nous disait tout-à-l'heure monsieur le garde des sceaux qu'il importe, pour accepter ma proposition, de voir si l'article que je propose en substitution de l'article du Code est en harmonie avec les autres articles du même Code pénal, j'ai l'honneur de lui répondre que je ne crois pas que cela soit nécessaire.

Je crois qu'ici il ne s'agit simplement que de changer le mode d'exécution.

Quant à supprimer la peine de mort, dans tout autre cas, excepté celui de l'assassinat avec préméditation et guet-apens, cela rentrerait dans les réformes que le ministre doit présenter incessamment à la Chambre; mais je crois que pour

ce qui tient au mode d'exécution, à la forme, pour me servir de cette expression, dont on doit se servir dans l'exécution des criminels, elle n'est pas difficile à trouver et que dans peu de mots on peut changer l'article de la lois sans toucher pour autant en rien à l'uniformité et à l'harmonie du Code pénal.

Ainsi, si monsieur le ministre ne croit pas pouvoir immédiatement le faire, j'avance franchement que quant à moi je regarde comme mon devoir de présenter un projet de loi; car l'exemple qui s'est passé ce matin sous mes yeux m'a tellement ému, que, si monsieur le ministre trouvait quelque difficulté à présenter la réforme que je sollicite en ce moment, et que nous désirons tous, je prierais la Chambre de prendre en considération sans retard la proposition que j'aurais l'honneur de lui soumettre.

PRESIDENTE. Intende di presentare un progetto, e ritira il suo ordine del giorno?

DE VIRY. Presenterò un progetto, e mantengo nello stesso mentre l'ordine del giorno.

PRESIDENTE. La parola spetta al deputato Farini.

FARINI. Ho chiesto la parola per fare un'osservazione sulla questione che si è sollevata, la quale mi pare che si possa distinguere in due.

Dall'una parte, l'onorevole deputato De Viry dice che la pena di morte viene applicata in troppi casi, dall'altra protesta con molta ragione contro il modo di esecuzione.

Io credo che, a voler trarre qualche risultato immediato da questa discussione, bisogna dividere queste due proposizioni.

Se entriamo nella discussione dell'abolizione o della non abolizione della pena di morte, e del restringerla più o meno, ci troveremo certo molto discordi d'opinione, sebbene io mi trovi sin d'ora molto inclinato ad accostarmi a quelli che la vogliono restringere per quanto sia possibile, se pure non è dato nelle presenti condizioni il torla di mezzo. Se invece noi ci restringeremo a domandare che la pena di morte non sia pubblica, nè sia applicata nel modo in cui oggisi applica, credo che molto spedatamente si potrà ottenere un risultato, avvegnachè il signor ministro, che spero consenziente a questa riforma, potrebbe in pochi giorni, sotto l'impressione del caso che ha commosso tutta la popolazione, proporla all'approvazione del Parlamento.

Se non che, su questo proposito, io pregherei l'onorevole deputato De Viry a non pregiudicare la questione sul diverso modo di esecuzione da proporsi.

Avendo egli accennato alla decapitazione per mezzo della ghigliottina, io non so tenermi dal dire che non saprei approvare questo nuovo modo di supplizio, nè voglio tediare la Camera allargando il discorso sulle ragioni scientifiche che mi fanno così pensare, ed esponendo qui le mie opinioni su questo argomento. Sarebbe dunque mio parere che per ora si domandasse soltanto che la pena di morte non fosse più applicata in pubblico, e che al modo attuale di esecuzione ne fosse sostituito un altro.

Per deliberare sul modo del supplizio, il Ministero potrà prendere notizia dagli uomini della scienza e consultare l'esempio di altri paesi.

PRESIDENTE. Darò lettura dell'ordine del giorno proposto dal deputato De Viry. Esso è concepito in questi termini:

« La Camera, invitando il Ministero a provvedere immediatamente alle riforme relative alla pubblicità che si dà alle esecuzioni capitali, non che al modo con cui si procede a quell'esecuzione, passa all'ordine del giorno. »

BROFFERIO. Domando la parola.

PRESIDENTE. Il deputato Brofferio ha la parola.

BROFFERIO. Gravissima discussione è sollevata, che in una molte questioni abbraccia. La prima riguarda l'esecuzione della pena capitale; rispetto a questa, io non sono dell'avviso del deputato De Viry, e non so come l'onorevole deputato Farini, valentissimo nell'arte medica, non abbia avvertito come i fisiologi abbiano opinato essere assai più crudele la pena di morte per mezzo del troncamento del capo, tanto nella sua esecuzione, quanto nelle conseguenze sue. Cabanis fra gli altri porta opinione che il capo umano, dopo l'amputazione e prima che succeda l'emorragia, vive ancora ed ha per qualche istante la coscienza del proprio stato.

Quando pure non fosse questo che un semplice dubbio, è un dubbio così spaventoso, che il legislatore non può senza molte e gravi meditazioni accogliere il proposto cangiamento. La qual cosa diventa più grave ancora se si riflette che, malgrado l'esempio della vicina Francia, persiste l'Inghilterra nell'antica sua consuetudine di uccidere i condannati non col ferro, ma colla corda.

FARINI. Chiedo facoltà di parlare.

BROFFERIO. Versa la seconda questione sul barbaro lusso della pena capitale che è sfoggiato nel patrio Codice; e sopra di ciò credo che siam tutti d'accordo a far voti che la civiltà, e la giustizia, e la misericordia cancellino una volta quelle fiere disposizioni contro le quali non ho mai cessato di invocare i provvedimenti vostri.

Ma poichè s'invita la Camera a pronunziare un voto in così grave argomento, ed in cospetto di un orribile fatto da cui tutta la città fu commossa, io non potrei consigliarvi, o signori, ad esprimere un'intenzione che non fosse conforme al magnanimo desiderio manifestato dai più colti e più civili popoli della terra, voglio dire, all'abolizione della pena di morte.

Si chiede una più mite applicazione di questa pena, si chiede che l'esecuzione di essa non segua in pubblico, e si compia con minore efferatezza. Io fo plauso a queste domande; ma esse non bastano a soddisfare l'umanità la quale chiede altamente di non essere più funestata dall'orrido spettacolo dell'uomo che freddamente e con meditati testi di legge si beve il sangue dell'uomo. Se la Camera ha da pronunziare un voto, ha da esprimere un desiderio sopra una questione di così alta importanza, sia voto e desiderio degno della sapienza di un libero popolo; e si dichiari che la pena di morte non deve più esistere nelle patrie tavole.

Si temerà forse che io voglia con intempestiva istanza costringere il Governo immediatamente ad una radicale riforma, che sconvolgerebbe da capo a fondo l'ordinamento del Codice penale?

Più presto si farà questa riforma, meglio sarà; ma non per questo io mi renderò colpevole di indiscreta impazienza; e la mia proposta non sarà altro per ora che una dichiarazione colla quale sarà fatto manifesto che la Camera dei deputati, nel giorno in cui si moveva nel suo seno questa grande discussione, sapeva sollevarsi all'altezza del soggetto, ed era mossa da nobilissimo intendimento, non da sterili ed anguste intenzioni. Ecco pertanto la mia proposta:

« La Camera, invitando il Ministero a presentare una legge che corregga l'attuale disposizione del Codice penale intorno alla pena di morte, passa all'ordine del giorno. »

Queste parole non esprimono alcuna particolarità di disposizione, accennano ad un voto di generale riforma, in cima alla quale sta la maggiore di tutte, quella del rispetto dell'uman sangue.

Venga presto il giorno in cui questo sacro desiderio di-

venti un fatto compiuto; ma intanto la Camera ne sancisca il principio con un voto che abbia eco immortale nei fasti dell'umanità, nei destini dell'avvenire.

FARINI. Pare che l'onorevole deputato Brofferio abbia male inteso il senso delle mie parole. Io non solo non ho proposto la sostituzione della pena per decapitazione all'attuale pena per la strangolazione, ma ho pregato l'onorevole deputato De Viry a togliere dal suo ordine del giorno tutto ciò che potesse accennare a questa sostituzione, contro la quale ho detto che io opinava per ragioni di cui non voleva intrattenere la Camera in questo momento, non volendo fare una discussione scientifica su questo capo.

Del resto io penso che oggi la Camera, appunto perchè è sotto l'impressione di una commozione, debba restringersi solo a quella parte della questione che verte sul modo di esecuzione, perchè non mi si sembra il momento più adatto per entrare in quelle discussioni generali, che si possono trattar meglio a sangue freddo. Nulladimeno per parte mia sono prontissimo ad accettare l'ordine del giorno del deputato Brofferio, perchè ogniqualvolta mi è avvenuto di parlare o scrivere su questa questione, io mi sono sempre pronunciato per l'abolizione della pena di morte; ma perchè io desiderava, nel caso attuale, di ottenere dalla Camera quello che ogni uomo anche di contraria opinione potesse concedere, perciò mi era ristretto a fare poche avvertenze sull'ordine del giorno del deputato De Viry.

DE VIRY. Messieurs, lorsque j'ai, tout-à-l'heure, adressé mes interpellations devant cette Chambre, lorsque j'ai vu que l'Assemblée tout entière partageait ma manière de penser, j'ai cru que nous devions pourvoir sans retard à ce qui était plus urgent. Comme le disait fort bien l'honorable député Farini, je comprends que, si nous entrons dans la discussion d'un ordre du jour, conçu en termes aussi généraux que celui qui a été proposé par l'honorable député Brofferio, nous n'atteindrons peut-être ni si vite ni si facilement le but que nous nous proposons. Il y a trois choses que nous voulons obtenir le plus tôt possible:

1° La réforme du Code pénal, et cela relativement à la peine de mort;

2° L'abolition de la publicité des exécutions;

3° Le changement dans le mode d'exécution.

Dans ces trois choses, il en est deux qui ne souffrent aucune difficulté dans leur application.

Quant à la troisième, qui consisterait dans la restriction nécessaire, indispensable des cas où pourrait être appliquée la peine de mort, je crois que cette réforme exigerait une étude sérieuse de l'ensemble du Code pénal. Pour moi, je veux restreindre ces cas à un seul; mon opinion est formellement arrêtée sur ce point et je n'aurais aucune difficulté à faire ce changement.

Mais sur ce point d'autres opinions peuvent se présenter, soit dans la Commission, soit dans le sein du Parlement, et cela pourrait entraîner des discussions plus ou moins longues.

Cependant, comme les mesures invoquées dans mon ordre du jour sont d'une facile exécution, je crois qu'on doit y pourvoir au plus vite possible. C'est pourquoi je pense que nous devons inviter monsieur le ministre à pourvoir immédiatement à un changement dans le mode d'exécution des criminels, et à ce que la publicité n'ait plus lieu; car cette publicité, il faut bien le dire, est plus dangereuse pour la société qu'elle ne lui est profitable.

Quant au mode d'exécution, si celui de la décapitation est le moins douloureux, le plus sûr, le plus instantané, je crois que c'est celui-là que l'on doit adopter.

Je sais qu'à cet égard il y a eu d'assez grandes controverses et je ne le ignore pas; cependant je crois qu'il n'y a, à proprement parler, que deux modes d'exécution d'une peine capitale: la strangulation ou la décapitation.

Una voce. L'avvelenamento.

DE VIRY. L'empoisonnement! Oh non, messieurs, ce n'est point là la manière dont la société doit se défaire d'un coupable.

Tout ceci, du reste, tient à la question technique; et comme je ne crois pas que la Chambre veuille entrer dans une pareille discussion, et que du reste nous sommes sous le souvenir d'un douloureux événement, je prie le Ministère de réunir le plus tôt possible la Commission chargée de s'occuper de cette question, afin qu'il n'y ait pas dans une autre ville des États une exécution capitale dans laquelle puisse se renouveler l'exemple que nous venons de voir à Turin.

BROFFERIO. Non una censura, ma un encomio io feci al deputato Farini. Io lamentai che egli, dotto medico essendo, non accennasse alle considerazioni fisiologiche che la pena della decapitazione fanno presumere orrenda; e fu, parmi, cortese lamento. Del resto, poichè egli si unisce al mio avviso, alle mie conclusioni, accetto di buon grado il valido appoggio che da lui mi viene.

L'onorevole De Viry vorrebbe che, agitati ancora da un orribile commozione, noi portassimo un voto che ci conducesse ad un pronto risultamento. Ma il risultamento da lui desiderato è imperfetto. Il raccapriccio che questa mattina investì la capitale, non fu soltanto per l'esecuzione della pena, fu per la pena stessa. L'onorevole De Viry avrà detto: quale orrore!... Il supplizio per mezzo del laccio!

Ma molti altri avranno detto, e con molto più giustizia e verità: quale orrore che l'uomo punisca l'uomo colla morte, che egli pronunzi una sentenza in cui è nascosto il dito di Dio! Sa egli l'uomo quando trae a morte un altro uomo che cosa egli compia? Sappiamo noi che sia la vita, e che sia la morte? Questo è il segreto imperscrutabile della divinità! Quando al condannato si tolgono le sostanze, il grado, la libertà, noi comprendiamo l'opera nostra; ma quando è tolta la vita, noi entriamo in un oceano di tenebre e di mistero da cui è sgomentato l'umano intelletto.

Presentando il mio ordine del giorno non ho voluto pregiudicare alcuna questione; ho voluto anzi raccogliere in esso e i voti del deputato Farini e i voti del deputato De Viry; ma ho voluto eziandio che nessun confine fosse posto al legislatore, anzi volli invitarlo a distruggere ogni reliquia di antica barbarie e ad inoltrarsi con ardito passo verso le più compiute riforme da tanto tempo auspiccate.

Il voto del deputato De Viry porta una barriera, il mio non ne porta alcuna; ecco perchè io lo preferisco: egli vuole sia cangiato lo stromento del capitale supplizio; io voglio che il supplizio della morte sia cancellato: ecco perchè io spero che la Camera accolga la mia proposta, proposta di giustizia, di umanità, di religione, sì di religione, perchè empio è lo spargimento dell'umano sangue, e Dio scagliò la maledizione sul capo del primo omicida.

Si metta il Codice penale in armonia col Vangelo e sarà il primo Codice del mondo! (*Bene!*)

PRESIDENTE. Rileggerò l'ordine del giorno del deputato De Viry:

« La Camera, invitando il Ministero a provvedere immediatamente alla riforma relativamente alla pubblicità che si dà alle esecuzioni capitali, non che al modo con cui si procede a quelle esecuzioni, passa all'ordine del giorno. »

DE VIRY. Je crois qu'il serait facile de fondre les deux

ordres du jour en un seul. Ainsi l'on pourrait réunir le mien à celui de l'honorable monsieur Brofferio; quant à moi j'accepterai de bon gré cette fusion. J'ai parlé pour le bien public et j'adopte tel moyen, quel qu'il soit, qui nous mette en mesure de l'atteindre. Ainsi on pourrait inviter monsieur le ministre à pourvoir d'abord et au plus tôt à cette partie de mon ordre du jour qui a rapport à la publicité. Quant au reste, il serait invité à s'en tenir à l'ordre du jour de l'honorable monsieur Brofferio.

PRESIDENTE. L'ordine del giorno del deputato Brofferio comprende tutto. Esso è così concepito:

« La Camera, invitando il Ministero a presentare una legge che corregga le attuali disposizioni del Codice penale intorno alla pena di morte, passa all'ordine del giorno. »

DE VIRY. Ma vi sarebbero tre punti essenziali da innestare entro.

Io desidererei che vi fossero compresi come lo sono nella mia proposta.

PRESIDENTE. L'ordine del giorno del deputato Brofferio essendo il più ampio, lo metto ai voti pel primo.

Il Ministero aderisce a quest'ordine del giorno.

HON. COMPAGNI, ministro di grazia e giustizia. Il Ministero lo accetta.

PRESIDENTE. Lo pongo dunque ai voti.

(La Camera approva ad unanimità.)

RELAZIONE DI PETIZIONI.

PRESIDENTE. L'ordine del giorno porta relazione di petizioni.

Invito alla ringhiera i signori relatori che hanno relazioni in pronto.

BOTTONE, relatore. Colla petizione 5086, il sacerdote Effisio Murra, residente in Cagliari, già indirizzatosi al Ministero di finanze per ottenere una retribuzione, chiede presentemente alla Camera di ottenerla per suo mezzo in compenso dei servizi che egli dice aver resi al comune di Loculi in Sardegna, ove avrebbe esercitata la carica di distributore di lettere.

La Commissione avendo esaminati i documenti annessi a questa petizione, dai quali risulterebbe che il petente potrebbe forse reclamare una qualche retribuzione dal comune di Loculi, ma non certo dall'erario dello Stato, crede che la domanda possa solo convenientemente rivolgersi al mentovato comune, od ai tribunali, ove ne sia il caso, e perciò vi propone sopra di essa l'ordine del giorno.

(È approvato.)

Petizione 5087. Con questa petizione il signor Moletti Giuseppe, di Verrua, riproduce in certo qual modo alcune sue domande già inoltrate antecedentemente alla Camera; esse sono formulate in quattro articoli di cui chiedo alla Camera che mi permetta di dar lettura.

1° Che gli inventari che si eseguono nell'interesse dei minori, onde la giustizia per garantire questi nei loro averi non ne assorba una parte di essi, vengano eseguiti *gratis*.

2° Che, per limitare le liti alle sole questioni che celano in vario aspetto la vera ragione, ed onde contendenti di buona fede non vengano immersi in contese rovinose, i patrocinati i quali si assumessero il patrocinio di cause destituite di ragioni siano dichiarati truffatori; e come tali puniti a norma del Codice penale, e tenuti ai danni verso la parte danneggiata.

3° Che, per evitare che vengano dettati o da malignità, o

da condiscendenza, ovvero da pura ignoranza, giudicati che peccano di buon senso legale, i magistrati, i quali pronunciassero tali giudicati siano destituiti dal loro impiego e tenuti ai danni verso la parte danneggiata, da riconoscersi la ingiustizia di tali decisioni da chi e nel modo che gli piacerà deliberare alla Camera in proposito.

4° Che, per evitare che le convenzioni degli uomini vengano ritardate nel loro effetto da sognate eccezioni per parte di chi ne deve curare l'osservanza, con deduzioni di giuramento, quando sono redatte nella forma legale, ed onde risorga nella contrattazione la quasi già spenta fede pubblica e che il contendente per conseguire i suoi diritti non sia costretto ad ogni semplice contestazione a sottoporsi a leggi immorali di spergiuo, sol degne dei tempi barbari, che l'articolo 1474 del Codice civile, fonte di cavillazioni e di liti venga modificato al solo caso in cui vi sono mancate le circostanze all'individuo per procurarsi la prova dell'azione che intende far valere.

Essendo parso alla vostra Commissione che nelle domande formulate dal petente siano contenuti suggerimenti degni di essere presi in considerazione allorchè abbia luogo la riforma della nostra legislazione, ed in ispecie quella che si riferisce alla processura civile, vi propone di far deposito di questa petizione negli archivi della Camera.

(La Camera approva.)

Petizione 5088. Questa petizione contiene una domanda fatta da 47 abitanti della parrocchia di Murta, frazione di Rivarolo (provincia di Genova), i quali, lagnandosi degli incomodi, disagi e gravi inconvenienti di ogni maniera che incontrar deggono a seguito della loro unione col comune di Rivarolo, massime a cagione del passo del torrente Polcevera, che bene spesso intercetta le loro comunicazioni col capoluogo, chiedono che la loro parrocchia sia separata dal comune di Rivarolo, ed eretta in comune a parte.

La domanda dei petenti essendo appoggiata a gravi considerazioni, e trattandosi di una popolazione di oltre 1700 abitanti, la vostra Commissione, a cui consta altresì che una simile domanda venne già rivolta al ministro dell'interno sino dal 1849, vi propone l'invio di questa petizione al ministro stesso, acciò veda se sia il caso di ravvivar questa pratica, uniformandosi ai dettami della legge.

(La Camera approva.)

Petizione 5091. Pensa Francesca, vedova di Pensa Domenico, morto li 27 di novembre 1852, chiede che per opera della Camera le sia concessa la pensione arretrata che, secondo lei, sarebbe tuttavia dovuta al defunto suo marito, ed inoltre quella che potesse competere a lei come vedova di un defunto militare, a termini della legge 7 maggio 1850.

Sebbene questa petizione non sia corredata di documenti atti a far conoscere se le domande della petente siano fondate, nulladimeno la vostra Commissione, considerando che al ministro della guerra riuscirà lieve cosa il poter vedere se siano o no appoggiate alla legge, vi propone di trasmettere la petizione stessa al ministro prementovato.

(La Camera approva.)

(Abitanti del comune di Gerola danneggiati da una piena del Po.)

BOTTONE, relatore. Petizione 5092. In questa petizione un numero ragguardevole di abitanti del comune di Gerola provincia di Voghera, rappresentano essere per escrescenza straordinaria del fiume Po stati esportati in gran parte i beni che essi possedevano lungo la riva di detto fiume.

Questa petizione manca ancor essa di documenti in appoggio di quanto viene nella medesima asserito. La vostra Commissione d'altronde...

VALERIO. Domando la parola.

BOTTONE, relatore... ritenendo che non sia la Camera autorizzata ad accordare sussidi a sollievo delle persone che furono danneggiate in seguito ad accidenti straordinari, e che non sia propriamente ufficio suo il farsi organo della trasmissione delle petizioni al Ministero, deplorando i lamentevoli danni patiti dai petenti, vi propone su questa petizione l'ordine del giorno.

VALERIO. Io combatto l'ordine del giorno proposto dalla Commissione e chiedo il rinvio di questa petizione al Ministero dell'interno. Il fatto accaduto al comune di Gerola è noto, credo, a molti dei nostri concittadini. Mi rivolgo specialmente all'onorevole deputato Galvagno, che fu ministro dell'interno, il quale non può certamente ignorarlo, perchè dall'intendente di quella provincia, dal deputato di quel collegio e dal comune medesimo furono presentate più volte al Ministero domande affinché volesse prendere qualche opportuno provvedimento. Il comune di Gerola, il quale era ricco e florido, venne per nove decimi distrutto appunto perchè nessuna misura si prese per impedire l'azione del Po sopra il territorio di esso.

Il comune di Gerola pagava le imposte, aveva quindi diritto alla protezione ed alla tutela del Governo. Ora, sebbene esso abbia avuto ricorso per ciò più volte al Ministero, tali soccorsi, e tali aiuti gli vennero meno. È stanziata in bilancio una somma per soccorrere i comuni nelle straordinarie emergenze, ed in una recente discussione abbiamo veduto che un comune, il quale non era andato incontro a nessuna di consimili disgrazie, ottenne un sussidio di 12,000 lire. Io penso quindi che gli abitanti del comune di Gerola, che videro distrutte le loro case, e credo perfino la loro chiesa, nonché sommersi i nove decimi dei loro campi, si rivolgano con ragione al Parlamento affinché per suo mezzo questa petizione sia presentata al ministro dell'interno a cui quel comune si rivolse più d'una volta ottenendo promesse che non vennero adempite giammai. Io credo che questo sia uno dei casi in cui l'azione legislativa possa e debba far sentire la sua voce, e che quindi quella petizione debba essere rinviata al ministro dell'interno.

BOTTONE, relatore. Come la Camera ha potuto notare, la Commissione crede realmente deplorabile la situazione dei petenti, ma essa non propone la trasmissione della petizione al ministro degli interni, perchè i petenti non hanno presentati documenti che accertino la realtà dell'accaduto, nè hanno dichiarato essere già ricorsi al Ministero.

VALERIO. Io lo posso attestare e sono persuaso che il signor ex-ministro Galvagno l'attesterà egli pure, stantechè io ebbi occasione di parlargli di questo sgraziato accidente più d'una volta; come più d'una volta io stesso ebbi occasione di fare sollecitazione in favore dei Gerolesi presso i suoi successori.

BOTTONE, relatore. Non essendo ciò risultato alla Commissione, essa credette sarebbe stato più conveniente che i petenti si fossero diretti in prima linea al ministro dell'interno.

GALVAGNO. È verissimo ciò che asserisce il deputato Valerio, che cioè il comune di Gerola già ebbe ricorso al Ministero dell'interno; ma io non mi ricordo poi abbastanza le circostanze che accompagnarono questo fatto. Ciò che parmi di ricordare si è che si chiedeva in allora da quel comune un sussidio per poter comprare terreni in altri luoghi onde ri-

fabbricare in gran parte il paese, e che fu quella petizione comunicata dal ministro dell'interno a quello delle finanze che è distributore di tali sussidi. Ma il ministro delle finanze deve aver risposto che il caso dai petenti accennato non era contemplato dalla legge, e che perciò l'accennato comune non poteva essere compreso in quella distribuzione. Dietro questa risposta il ministro dell'interno si trovò impossibilitato di fare qualche cosa pel comune di Gerola. Ecco perchè quella petizione non ha potuto avere l'effetto desiderato.

Non potrei però nemmeno accertare che la circostanza sia quale l'espongo, ma parmi sia in questi termini.

VALERIO. L'attestazione dell'onorevole ex-ministro dell'interno prova che il ricorso del comune di Gerola al Ministero ebbe luogo, come la nuova petizione degli abitanti di Gerola prova che nei ricorsi sporti al Ministero non venne fatta risposta alcuna. Credo pertanto che ora la Commissione vorrà acconsentire a che questa petizione sia trasmessa al Ministero, affinché, se veramente nella legge vi è impedimento a che agli abitanti di Gerola che si trovano in circostanze così eccezionali, siano soccorsi, conoscano almeno il motivo per cui questo soccorso è loro negato.

BOTTONE, relatore. Come già feci osservare, la Commissione aveva creduto di passare all'ordine del giorno sopra questa petizione, perchè credette che i petizionari si sarebbero dovuti rivolgere anzi tutto al Ministero dell'interno.

Risultando ora che i petenti si sarebbero rivolti al Ministero dell'interno senza che nessuna provvidenza sia stata data a loro favore, non già per mandato della Commissione, nel cui nome non posso qui parlare, perchè non la posso consultare, ma a nome mio proprio io dichiaro assentire a che la petizione sia mandata al ministro dell'interno.

VALERIO. Che vi siano precedenti di soccorsi dati agli abitanti dei comuni in consimili casi, lo prova quello che è accaduto due anni fa nella provincia di Cuneo, la quale, essendo stata afflitta da straordinaria inondazione, ebbe, ad istanza dell'intendente generale di quella divisione, in soccorso la somma di lire 25,000.

Ora io credo che Cuneo non abbia sofferto quello che ha sofferto il comune di Gerola, il quale per nove decimi perdette le sue terre e pressochè tutte quante le sue case. Ora domando io, se un paese il quale si trova condotto a quegli estremi non abbia diritto e ragione di rivolgersi al Governo ed alla Legislatura onde ottenere un sussidio.

PRESIDENTE. Essendo la proposizione del rinvio di questa petizione al ministro dell'interno accettata dal relatore, nè essendovi alcun membro della Commissione che vi si opponga, porrò ai voti il rinvio.

(È approvato.)

FERRATI. Domando la parola per dare un semplice schiarimento, ed è che il Ministero dell'interno non ha nel suo bilancio alcun fondo stanziato a quest'oggetto; egli è il ministro delle finanze che ha un mezzo centesimo pei sussidii che distribuisce appunto ai comuni devastati da grandine, inondazioni, incendi e simili disastri.

VALERIO. Credo che sia pur utile che la petizione sia rinviata al ministro dell'interno, poichè egli è quello che può dare maggiori schiarimenti sulla condizione disgraziata degli abitanti di quel paese, e poi il ministro delle finanze che ha i fondi distribuirà il sussidio.

PRESIDENTE. Essendo dunque già approvato il rinvio al ministro dell'interno, domanderò alla Camera se intenda anche che debba questa petizione inviarsi al ministro delle finanze.

(La Camera delibera affermativamente.)

BOTTONE, relatore. Petizione 5075. Con questa petizione Bonatti Giuseppe, vecchio militare dell'impero, chiede gli vengano pagati gli arretrati dovutigli della pensione militare concessagli dal Governo francese, i quali arretrati correrebbero dal tempo della caduta dell'impero sino all'epoca in cui una legge ripristinò quegli antichi militari nei loro diritti.

La vostra Commissione, considerando che niuna legge, niun valido argomento viene in appoggio della domanda del petente, vi propone l'ordine del giorno.

(È approvato.)

BRUNIER. Pétition 5076. Lerin Anselme, ancien chef caporal mineur, employé dans les mines du Gouvernement, dans la province de Maurienne, expose qu'il a 26 ans de service et qu'il a reçu en 1849 une blessure grave qui lui a fracturé des côtes, par l'éclat d'une mine; il demande une indemnité ou, pour en tenir lieu, un bureau de sel et tabac.

Il dit aussi que jusqu'ici ses réclamations réitérées n'ont reçu aucune solution: c'est par ce motif qu'il s'adresse à la Chambre électorale.

La Commission des pétitions, après avoir pris connaissance d'un certificat du docteur Mottard qui atteste la réalité de la blessure qu'a reçu le pétitionnaire dans l'exercice de sa profession; après avoir également pris connaissance des renseignements donnés sur son compte par le supérieur direct dudit Lerin, et desquels renseignements il résulte que ce dernier a toujours été un bon employé, que sa blessure le rend impropre à tout travail, la Commission, dis-je, a jugé la position exceptionnelle du pétitionnaire digne d'un intérêt tout particulier et a résolu à l'unanimité d'inviter la Chambre à renvoyer cette pétition à monsieur le ministre des travaux publics et des finances, et à la lui recommander d'une manière toute spéciale.

(La Camera approva.)

FRANCHI, relatore. Colla petizione 5093 il vicario generale della diocesi di Cagliari, il capitolo della cattedrale di detta città ed i prebendati del medesimo denunziano alla Camera che gli agenti delle finanze vorrebbero estendere ai redditi decimali le disposizioni della legge 25 maggio 1851.

Una tale estensione degli effetti della legge sembrando ad essi del tutto illegale, vorrebbero che la Camera dichiarasse *se, nel fare la legge 25 maggio 1851, abbia inteso comprendere in essa i redditi decimali.*

Per dimostrare la giustizia delle censure che essi fanno all'applicazione della legge che si vorrebbe dagli agenti finanziari, essi traggono argomenti: 1° dalla lettera dell'articolo primo della legge che colpisce i redditi che si ricavano *da beni stabili, da capitali e da rendite fondiari e da censi*, fra le quali cose non possono essere compresi redditi decimali.

2° Dalla facoltà che compete ai proprietari dei beni sottoposti al pagamento delle decime o di coltivarli o lasciarli incolti, o di destinarli a coltura di generi non decimali.

In terzo luogo, dacchè i fondi produttori frutti decimali vanno sottoposti a tutte le imposte prediali, non escluse quelle che si sono in certo modo volute compensare colla legge delle manimorte, cioè quelle che colpiscono gli stabili, allorchè per atto fra vivi o per causa di morte, trapassano dall'uno all'altro proprietario. Finalmente da altre considerazioni generali intorno alla probabilità che il potere legislativo non intendesse colpire un reddito che una legge anteriore aveva già abolito, e intorno alla natura stessa dei redditi decimali che, essendo propri dei beneficiati all'epoca della loro morte ove esistano nelle loro sostanze ereditarie, sono pure sottoposti alla tassa di successione e simili.

La vostra Commissione non ha creduto che le conclusioni prese dai petenti potessero menomamente essere accolte, giacchè non ispetta alla Camera il dichiarare quale sia stata la sua volontà nel votare una legge. La Commissione osservò che, qualunque sia l'importanza degli argomenti allegati dai petenti, se essi credono d'aver ragioni sufficienti per opporsi alle pretese degli agenti demaniali, queste ragioni non possono altrimenti essere proposte che per la via dei tribunali, per la qual cosa la Commissione vi propone di passare all'ordine del giorno.

(La Camera approva.)

Colla petizione 5085 Bertonati G. B., il quale ha militato sotto le bandiere francesi ricorre alla Camera affinché gli sieno pagati certi arretrati di soldo che pretende essergli dovuti, e chiede gli siano applicate le disposizioni favorevoli derivanti dalla legge sulle pensioni militari.

Siccome queste domande del petente debbono essere sporte al Ministero e non alla Camera, e non risulta che egli abbia già sperimentato questo mezzo, così la Commissione vi propone l'ordine del giorno.

(La Camera approva.)

Petizione 5082. Cappellini Bernardo fu Andrea, d'anni 65, avendo militato sotto le bandiere francesi, fa la stessa domanda contenuta nella or riferita petizione; quindi la vostra Commissione per gli stessi motivi vi propone l'ordine del giorno.

(La Camera approva.)

Colla petizione 5085 certo Avvocato Antonio, narra che egli era al servizio militare facendo parte della musica d'un reggimento; che la sua salute essendosi fatta molto cagionevole, ebbe una licenza temporaria; che poi fu riammesso al servizio militare in qualità di soldato: ma, la sua salute continuando ad essere cagionevole, ottenne il suo congedo, sperando però che dappoi sarebbe riuscito a stabilirsi, ma invece fu deluso nelle sue speranze, la sua salute peggiorò. Ora chiede un sussidio, od una pensione pei servizi prestati nell'armata.

Tutte queste domande sicuramente fanno vedere che il petente si trova in circostanze molto dolorose, ma la Camera non può accordare sussidi; e quanto alla pensione che possa essergli dovuta, deve ricorrere al Ministero della guerra; per conseguenza anche su questa petizione la Commissione propone l'ordine del giorno.

(La Camera approva.)

Petizione 5084. Il notaio Francesco Congiù, del villaggio di Porcari, narra che egli per più anni fu vice-giudice in diversi paesi della Sardegna, che fu impiegato in alcune curie sempre gratuitamente, sperando che nell'ordinamento del personale giudiziario di quell'isola avrebbe ottenuto un impiego, però finora quest'impiego non l'ottenne; ed allegando di aver consumato il suo piccolo patrimonio, che dice di un capitale di otto mila lire, in questi servizi gratuiti, chiederebbe alla Camera un soccorso o un impiego.

La Camera, non potendo conferire impieghi nel Ministero di grazia e giustizia o in altri, nè dare soccorsi, la vostra Commissione, mentre spera che, se il petente è assistito di ragione, sarà provveduto alle sue domande ove le rivolga al signor ministro di grazia e giustizia, la Commissione è costretta a proporvi su di questa petizione l'ordine del giorno puro e semplice.

(La Camera approva.)

PRESIDENTE. Se vi è qualche altro relatore che abbia relazioni in pronto, è invitato alla ringhiera.

BOTTONE. Domando la parola.

Egli è per far presente alla Camera che la Commissione

delle petizioni ha quasi esaurito tutte le petizioni che le furono trasmesse; non ne restano che otto o dieci al più nelle mani dei membri della Commissione, ma a queste petizioni sono annessi dei documenti che contengono questioni gravissime per cui i commissari hanno chiesto un certo tempo per poterle studiare maggiormente e quindi riferirne.

PRESIDENTE. Ieri ho fatto presente alla Camera che non rimaneva più materia da mettersi all'ordine del giorno, salvo il progetto di legge sull'avanzamento nell'esercito, che è l'unico che sia stampato e distribuito.

Metterò adunque in deliberazione se la Camera intende discutere ora questo progetto di legge.

(La Camera delibera affermativamente.)

**DISCUSSIONE DEL PROGETTO DI LEGGE
CONCERNENTE L'AVANZAMENTO NELL'ESERCITO.**

PRESIDENTE. La discussione generale è aperta sul progetto di legge per avanzamento nell'esercito. (Vedi vol. *Documenti*, pag. 825.)

La parola spetta al deputato Pinelli.

PINELLI. Signori, da lungo tempo l'armata desiderava una legge che venisse a porre la militar carriera al coperto dei danni che derivar le potessero dalla predilezione, dall'intrigo od anche dal semplice caso. Dopo quattro anni di ansiosa aspettativa il Ministero finalmente vi presenta questa legge, ma, mi duole il dirlo, ve la presenta difettosa talmente da renderne l'accettazione poco gradita all'esercito. Membro della vostra Commissione, io non seppi piegarmi alla decisione presa dalla maggioranza di essa, di accettare la legge tal quale le venne proposta dal Ministero, senza formulare alcune importanti variazioni che io credo indispensabili. Con poca speranza io sorgo a formulare queste mie proposte, perchè ben so di quanto peso sia la sanzione già ottenuta a questa legge dal Senato, ed ancora più conosco di quanto favore goda l'attuale ministro di guerra presso la maggioranza di questa Camera. Non perciò io ristarommi dal combattere la legge in quei punti in cui la credo inammissibile; e se le poco eloquenti mie parole non varranno ad infondere nell'animo vostro la persuasione intima che regna nel mio, che essa è oltremodo difettosa, esse daranno almeno all'esercito una prova che io ora e sempre sorgerò con energia a difenderne i diritti ogni qualvolta li vedrò minacciati dall'arbitrario.

Prima però di entrare in materia, permetta la Camera che io dica alcune parole al mio riguardo.

Nella discussione del bilancio della guerra io feci varie proposte le quali quasi tutte vennero respinte. A ciò non vi è nulla a dire; ma si volle da taluno che ciò accadesse non perchè esse non fossero buone, ma perchè dettate da sentimento di animosità.

Circa al primo punto, io dirò che non posso credere che la Camera respinga proposte buone in se stesse, solo perchè espresse in modo alquanto violento, poichè noi siamo chiamati a giudicare delle cose e non delle forme.

Quanto al mio modo di dire, osserverò che forse il mio stile fu alquanto aspro, ma ciò non deve recare meraviglia, ove si consideri che era la prima volta che io parlava in pubblico, e che io finora fui soldato e non oratore.

Nego però che sia stato antiparlamentare, perchè in tale caso il presidente mi avrebbe chiamato all'ordine. Ma avvì una cosa che io tengo molto a dire alla Camera, ed è che, qualunque sia il modo di formularle, le proposizioni da me fatte partivano da intima convinzione, e prova ne sia che ad

un dipresso io aveva già stampato le cose stesse che dissi in un opuscolo che ha la data del 1849, quando non sedeva al Ministero della guerra l'attuale ministro, e si persuada la Camera che io non sono uomo a cambiare convinzioni, nè fede politica per privati rancori. Io combatterò pertanto quelle parti della legge che mi sembrano cattive; la Camera giudicherà del valore dei miei argomenti, ma si persuada che essi sono dettati da profonde cognizioni dell'esercito, da ardente amore verso di esso, e non dal frivolo desiderio di far opposizione al ministro.

Ciò premesso, vengo alla questione, e dirò in primo luogo che il ministro vi presenta questa legge con una clausola che la rende affatto illusoria, intendo parlare del decreto reale che prescrive le norme da seguirsi nella compilazione delle liste di promozione, perchè io non vedo come questa legge possa guarentire i diritti dei militari, quando l'idoneità loro viene determinata da un decreto reale, che il buon talento di un ministro può far variare ogni giorno, in guisa che, quando noi avremo sanzionato il principio che accorda una gran parte dei gradi, principalmente dei gradi superiori, alla scelta, noi avremo data al ministro un'arma legale di cui potrà valersi per poter promuovere le sue creature.

Io voglio credere che forse l'attuale ministro applicherebbe la legge con equità, dico forse, perchè il passato m'ispira poca fiducia per l'avvenire; ma, ad ogni modo, io osserverò che, siccome i ministri cambiano e le leggi rimangono, riesce perciò oltremodo pericoloso lasciare al ministeriale arbitrio di fissare l'idoneità.

La mia prima proposta adunque tenderebbe a che le norme che constatare debbono l'idoneità venissero stabilite per legge e non per decreto reale.

Esaminando ora l'autonomia, dirò così della legge, osserverò che il principio sul quale essa posa, di accordare i gradi parte all'anzianità e parte alla scelta, può essere buono in una grande armata, e fors'anche nella nostra in tempo di guerra, ma che in tempo di pace esso è un modo indiretto, ma certo di favoritismo.

Questo sistema poi è distruggitore di ogni spirito di corpo, di ogni fratellanza, e genera invece la simulazione, la cortigianeria, la diffidenza e l'invidia. È vero che esso è in vigore in Francia, ma pongasi mente che in quel paese avvì una grande armata, per cui gl'individui di diverso corpo appena si conoscono fra di loro; pongasi mente ancora che le campagne dell'Algeria, che durano da più di venti anni, danno al Governo un modo certo di giudicare del vero merito. Aggiungerò che forse anche colà questa legge porterà cattivi frutti da noi ignorati, e che al postutto il Governo che la stabiliva non può certamente prendersi a modello di giustizia e di moralità, che anzi il favoritismo e la corruttela furono forse precipua causa della sua caduta.

Mi si dirà che sono partigiano dell'anzianità, ed io non lo nego. Io voglio assoluto rispetto all'anzianità, ogniquale volta è accompagnata dall'idoneità; io voglio che si proceda per esclusione, vale a dire che una Commissione esamini la condotta, pesi la capacità degli ufficiali tutti, e pronunci se siano capaci di coprire il grado superiore.

Quando l'uffiziale sia stato riconosciuto idoneo, io sostengo che vi è grande ingiustizia a preferirne un altro di lui meno anziano, pel solo merito che avrà dalla natura sortito maggiori talenti. Il Governo non deve escludere dai gradi se non quel tale che per mala sua sorte trovasi così sprovvisto di mezzi intellettuali da non poter disimpegnare gli uffici del grado superiore senza scapito del bene pubblico, ovvero colui che per la sua pessima condotta si rese indegno di avvanza-

mento; in questi soli due casi giustizia vuole che al pubblico bene venga posposto il privato, ed allora la legge deve porre termine al progredire nella carriera di quell'individuo che non ha dati necessari per coprire le cariche superiori.

Sa il signor ministro che cosa accadrà dall'attuazione del proposto sistema? Che tutti i giovani dotati di mediocre ingegno e che avranno qualche possibilità di crearsi un'esistenza tollerabile in altre carriere, non abbracceranno più la militare, in cui il loro avvenire dipende da dati così incerti e in cui il loro amor proprio è sempre in pericolo; e ciò con patente danno dell'esercito, perchè molte volte questi ufficiali che in tempo di pace non hanno dato grande idea di loro, al momento del pericolo poi spiegano solide doti molto più apprezzabili ed utili all'esercito di coloro che, dotati di maggiore apparenza, non corrispondono poi in guerra all'alta idea che i superiori si erano fatta di loro.

Le nostre campagne, quantunque brevi, durarono pure abbastanza per dimostrare queste due verità. Se si vuole avere ufficiali animati da vero amore di mestiere, bisogna lasciare ad ognuno facile la carriera sino al grado di capitano, esclusa, come già dissi, l'incapacità assoluta. Pei gradi maggiori poi bisogna andare più cauti nell'accordarli, ed esigere perciò un'idoneità molto maggiore; ma il preferire i meno anziani presenta molti inconvenienti, e fra gli altri quello di lasciare uomini che, scoraggiati dallo sfregio ricevuto, esautorati in faccia ai subordinati, potranno conservare ben poco di quell'ascendente morale tanto necessario per esercitare il comando. Quest'effetto da noi si farà maggiormente sentire, ora che il Governo, per un saggio principio di economia, ha grandemente ridotto il numero delle piazze sedentarie. Un capitano il quale si trovi, in mancanza del maggiore, in caso di dover prendere il comando di un battaglione distaccato, e che, per sua disgrazia, si fosse già veduto preferire altri al grado di maggiore, difficilmente potrà conservare sopra i suoi eguali di grado quel predominio che, ove manchi, lo renderà incapace del comando.

Avuto però riguardo all'importanza somma delle funzioni di capo di corpo e di ufficiale generale, per questi gradi soli vorrei mantenuta l'intera scelta al Ministero, il quale però, a meriti uguali, dovrebbe fare gran caso delle informazioni avute dal capo del corpo o dai generali ispettori sul merito dei candidati.

Quanto dissi or ora si applica al tempo di pace. In tempo di guerra poi, in cui vi è un mezzo molto più facile di riconoscere il vero merito, trovo equo che i gradi siano dati parte all'anzianità e parte alla scelta del ministro. Però io non vorrei che per merito a gradi superiori venisse considerata qualunque azione di semplice valore, perchè si può essere valorosissimo soldato e incapacissimo duce; le azioni di puro valore vanno ricompensate con decorazioni e non con gradi.

Il voler poi fare una parte così larga al merito nella promozione, l'ammettere di sbalzo al grado di sottotenente gli alunni dei collegi militari, il richiedere soli 18 anni nei candidati per venire promossi sottotenenti, avrà per conseguenza certa di accrescere nei bass'ufficiali quella ripugnanza che già pur troppo in essi si osserva a contrarre nuove ferme. Diffatti non vi è alcuno che non veda che queste tre misure ridoano a grande vantaggio delle classi agiate ed a danno delle povere, poichè tutti coloro che per scarsi mezzi di fortuna, o per altra causa qualunque non poterono venire ammessi in un collegio militare saranno certi di avere il disotto quando dovranno concorrere cogli allievi degli istituti militari; questi solo pure potranno aspirare al grado di sottote-

nente a 18 anni, perchè gli altri avranno dovuto percorrere i gradi di soldati, bassi uffiziali, ecc., dimodochè prima che abbiano potuto acquistare le doti necessarie per venire promossi, conteranno già certamente 22 o 25 anni di età.

I doveri poi dei bass'ufficiali sono tanti e così importanti che io non credo che, generalmente parlando, possa fare un buon ufficiale chi non li abbia personalmente esercitati almeno per un anno, ed in questa opinione io sono confermato da un chiarissimo scrittore di cose militari del nostro paese, il cavaliere Corsi, il cui libro tratta molte e molte questioni militari con molta maestria.

E qui non posso a meno di altamente biasimare l'attuale ministro del poco o nessun interesse da esso dimostrato per una categoria così benemerita, come è quella dei bass'ufficiali, ragione questa potentissima del disgusto che regna in quella categoria, che per il penoso servizio e per lo scarso stipendio, e per le fatiche sostenute nella scorsa campagna, ha diritto ai riguardi di ogni uomo dotato di cuore giusto ed umano.

Ricordi il signor ministro che i nostri bass'ufficiali sono figli del popolo ed appartengono alla classe più bisognosa della nazione.

Ricordi di quanto utile riescano all'esercito buoni e giovani bass'ufficiali, i quali sono l'anello che lega la truppa ai suoi capi; queste cose ricordi il signor ministro e si affretti finalmente ad accordare ciò che la prudenza e la giustizia egualmente da lui reclamano.

Finalmente questa legge non onora abbastanza il valore: ed io prevedo che, quando venga sanzionata come vi è proposta, in caso di una seconda guerra, noi saremo nuovamente condannati a vedere prodigati i gradi a coloro che, per motivi più o meno vituperosi, trovarono molto più preferibile di rimanersi in patria che andare all'esercito. (*Bravo!*)

Per tutte le ragioni sovraesposte, io credo che abbiasi a respingere la legge tal quale ci venne presentata e da sostituirvene una che basi sul principio di procedere per esclusione nell'avanzamento.

Ove però la Camera voglia adottare la base del progetto ministeriale, siccome questi quattro anni di prova mi hanno pur troppo convinto che una legge anche imperfetta sarà sempre preferibile all'attuale sistema di premiare un merito incerto e non constatato in modo assoluto e con prove irrefragabili, per porre una volta termine al regno dell'arbitrario, io darò il mio voto alla legge, nel caso solo però che vengano adottati, almeno i principali degli emendamenti che io avrò l'onore di proporre alla Camera a misura che verranno in discussione i relativi articoli.

Io terminerò pertanto con pregare la Camera a portare tutta la sua attenzione ad una legge che ha per iscopo di tutelare, contro il capriccio e l'arbitrio ministeriale, il diritto e l'avvenire di tanti e tanti onorati nostri concittadini, i quali hanno consacrata la loro vita al servizio ed alla gloria della patria.

PRESIDENTE. Ha la parola il deputato Duverger.

DUVERGER. Je ne viendrai pas ici, messieurs, appeler votre attention sur une loi d'où dépendent sans contredit la force et la vie de l'armée. Cette loi fondamentale a été assez souvent discutée ailleurs pour que je n'aie pas besoin de développer toutes les conséquences qui en dérivent, toutes les considérations qu'elle comporte.

Je me bornerai donc à faire quelques rapides observations sur la loi elle-même et sur les points principaux qui en constituent la base.

L'avancement est la partie vivifiante des cadres d'une armée ; c'est donc cette base fondamentale de la bonté des cadres qu'il nous importe surtout d'examiner. Tel est le but de la loi qui indique la base sur laquelle cet avancement doit être dirigé ; elle en détermine le mode, et la partie réglementaire en est le complément.

Si l'avancement est trop lent, l'esprit militaire en souffre, les cadres vieillissent, on déserte l'armée, parce que la situation faite aux militaires est beaucoup inférieure à celle faite aux autres carrières, surtout avec les institutions qui nous régissent. Les officiers eux-mêmes perdent de leur énergie, le goût de l'instruction, le zèle, se découragent, et les grades supérieurs tombent dans une somnolence, qui assure, en temps de guerre, l'inertie, le manque de direction, et partant la défaite.

Si l'avancement est trop prompt, on passe dans un excès contraire. Une soif d'avancer règne dans la hiérarchie. On ne se perfectionne pas assez dans son grade ou dans l'emploi que l'on remplit. Les opérations de la guerre deviennent soumises à l'inexpérience et aux inconvénients de l'activité et de l'énergie mal employées, aux inconvénients de la précipitation. Les résultats n'en sont pas moins désastreux.

Après avoir excité l'émulation d'une manière démesurée, on est obligé de la diguer tout d'un coup après la guerre, en mettant beaucoup de militaires à la retraite, ce qui devient une source de mécontentement et une charge pour le budget.

L'avancement par *soubresauts*, qui renferme à lui seul tous les inconvénients mentionnés dans l'appréciation des deux premiers, offre de graves difficultés, difficultés essentielles qui se rapportent au passages du pied de paix au pied de guerre, condition fondamentale de la bonté et de l'efficacité des cadres d'une armée. En conséquence il faut établir en principe que l'avancement doit être constitué d'une manière régulière et progressive dans la hiérarchie des grades et emplois qui constituent les cadres de l'armée. Etablir le principe de la transition non préparée du pied de paix au pied de guerre, serait mettre une incertitude nuisible dans l'avancement que les militaires ont le droit d'attendre comme récompense de leurs pénibles services ; ce serait contraire à l'esprit d'une loi logique ; ce serait porter une grave, une mortelle atteinte à la vitalité des cadres de l'armée.

Il faut, je le répète, que l'avancement soit établi d'une manière régulière et progressive dans la hiérarchie, en conciliant les besoins du service, ceux du commandement, avec l'énergie et la force physique si nécessaires à la vie militaire.

Passons au mode d'avancement. Comme vous savez, messieurs, il y a plusieurs modes d'avancement : l'ancienneté, le mérite et la combinaison de ces deux moyens ensemble, de manière à contempler proportionnellement les nécessités du service, celles du commandement, sans faire tort aux bons services récompensés par l'avancement à l'ancienneté, tout en excitant le talent récompensé par l'avancement au choix. Ce troisième mode est celui auquel s'est arrêté le projet présenté par monsieur le ministre. L'ancienneté vieillit naturellement les cadres ; elle donne la facilité à l'officier le plus médiocre de primer le meilleur ; elle étouffe toute émulation, enlève tout moyen d'avoir des chefs énergiques et instruits, et nuit à l'esprit militaire en mettant la carrière militaire dans une infériorité morale vis-à-vis les autres carrières sociales, et en cela je n'ai pas besoin d'un long développement pour démontrer que cet avancement serait aussi contraire aux principes constitutionnels. Naturellement je parle de l'ancienneté prise dans le principe absolu.

Par le choix, on offre, il est vrai, une porte au favoritisme, mais on favorise aussi l'émulation, on procure à l'armée des chefs instruits et énergiques, capables de remplir les devoirs du commandement avec science et vigueur au moment de la guerre.

Cependant, comme le choix absolu offre d'aussi grands désavantages que la seule ancienneté, les militaires les plus distingués dans toutes les armées ont pensé à combiner le choix et l'ancienneté dans la carrière militaire, de manière à récompenser les bons services représentés par l'ancienneté, et à exciter le talent au moyen de l'avancement au choix. Cette combinaison règne dans toute la hiérarchie, en raison des nécessités du service et de l'importance croissante des devoirs du commandement.

Tel est, je le répète, le moyen qui est proposé dans le projet ministériel ; et ce moyen, je dois le dire, quoiqu'en ait dit en sens contraire mon honorable collègue Pinelli, ce moyen qui forme la base fondamentale de la loi, je le crois le meilleur et, pour mon compte, je m'y associe. Mais, tout en déclarant que je m'associe à la base fondamentale de la loi, je crois cependant expliquer en partie les répugnances que ce projet de loi a excitées dans l'armée.

Vous le savez, messieurs, un temps de transition est toujours difficile à traverser ; de nouveaux principes sont établis ; ils froissent des droits acquis, et qui sont naturellement regardés comme infaillibles par leurs possesseurs.

Les uns nient l'existence d'un mérite qu'ils n'ont pas, ou qu'il est trop tard d'acquérir ; les autres se retranchent sur la difficulté de le constater ; les uns font consister le mérite dans le matérialisme du métier, comme si le matérialisme, utile d'ailleurs en temps de paix, suffisait ou avait une utilité influente en temps de guerre. Il va sans dire que ces principes sont soutenus avec persistance contre les opinions de ceux qui, sans annuler la partie matérielle du métier, n'en font point l'apogée exclusif du mérite, et croient, avec Napoléon et tous les grands généraux et hommes de guerre, que, pour avoir du mérite, pour être choisis, il faut l'instruction, j'entends la manière de se servir des troupes en guerre ; bien mieux l'instruction ne suffit pas, ils sont convaincus qu'il faut l'énergie, le talent et la bonne conduite.

La Chambre voudra comprendre que la discrétion m'oblige à m'abstenir de développer les considérations que comporte le conflit d'opinion. Toutefois il a eu peut-être trop d'influence sur l'administration dans les années dernières.

Quoiqu'il en soit, je ne viendrai pas ici parler du passé ; je ne signalerai point les traverses qui ont été faites ; je ne parlerai point des réductions non proportionnelles dans les grades ; je ne parlerai pas des emplois laissés sans pourvoir à leur remplacement ; ce qui entrave les garanties d'avancement, et la récompense des bons services, ce qui produit le dégoût et le mécontentement, et de plus une stagnation d'avancement, qui nous conduit à l'avancement par *soubresauts*, dont nous avons signalé plus haut les graves inconvénients.

Je ne parlerai pas de certains choix qui semblent n'avoir pas été faits rigoureusement d'après les bases établies, et qui pourraient laisser des doutes sur ce que l'on entend par *mérite*. Je dirai seulement que, bien que l'on puisse tirer des inductions peu favorables sur la pratique du passé, je crois que le principe est bon, et j'en espère des améliorations pour l'avenir.

En arrivant au premier article de la loi, je dois dire que je m'associe en partie aux conclusions qui ont été portées par l'honorable député Pinelli sur l'idonéité. Je crois que l'article sur l'idonéité est très-bon en théorie, mais non en

pratique. En effet, pourrions-nous supposer qu'un officier arrivé par le choix s'il sort des sous-officiers, ou au concours s'il sort des écoles, ne sera pas *idoneo* jusqu'à un certain grade ? Et même s'il ne se trouve pas *idoneo* dans un cas où cette idoneité est nécessaire, ne sera-t-il pas enlevé des rangs avant d'arriver à ce grade par le service sédentaire, la retraite, la réforme pour infirmités, ou même pour discipline s'il y a lieu ? Ajoutons encore que chez nous l'avancement étant restreint et lent, et une part progressive étant réservée au choix, la réflexion que nous venons de soumettre précédemment à la Chambre devient plus forte, plus pratique, plus consistante.

En un mot, comme les lois doivent être faites pour la pratique ordinaire et non pas pour les cas exceptionnels, je crois que l'article qui concerne l'idoneité est parfaitement inutile.

Je crois aussi, messieurs, que cet article est nuisible parce qu'il donne une arme pour menacer constamment la carrière du militaire. Ainsi, à mon avis, cette non-idoneité pourrait facilement être constatée, parce que les qualités qui constituent l'idoneité étant variées, nombreuses, et ayant une importance relative aux yeux des personnes appelées à en décider, il serait facile à l'administration de la guerre de faire constater une non-idoneité. Cet article étant une menace perpétuelle, devient évidemment nuisible, et un ou deux exemples d'une application dont la légitimité serait contestée, suffiraient pour produire le mécontentement, la défiance, le dégoût du service, et enlèveraient à l'administration supérieure la confiance de l'armée. Et comme j'ai dit et je répète que je désire et que je crois indispensable que l'armée ait un dévouement à toute épreuve et une confiance entière dans l'administration qui la régit, je suis décidé à donner à cette administration les moyens de se dégager de sa responsabilité et de s'attirer cette affection et cette confiance. Par ce motif précisément je dois écarter un article que je crois inutile et qui, dans des circonstances créées par la passion ou le favoritisme, pourrait devenir nuisible. Je vois à l'article 5 réserver les deux tiers des places d'officiers aux élèves des écoles militaires. Mais, je demande, où sont ces écoles ? Il est vrai qu'il existe une école dirigée suivant l'ancien régime, avec quelques petites modifications, du reste indifférentes.

Mais avant d'assurer les deux tiers des places d'officiers aux élèves des écoles, je voudrais connaître les bases constitutives de ces écoles. Je ne viendrai pas demander à monsieur le ministre qu'il vienne nous développer le programme des études, mais je lui demanderai les principes sur lesquels seront basées ces écoles militaires dont il est ici question ; je lui demanderai aussi quand ces principes seront mis en vigueur. La simple déclaration de monsieur le ministre me suffira pour voter l'article. Je demanderai à quel âge, par quels moyens on entrera.

Entrera-t-on par le concours, selon la pratique constitutionnelle ? Y aura-t-il un examen public et déterminé où tout le monde est admissible sans distinction de caste, ni de rang ?

Je demanderai comment on en sortira, si c'est par concours ou par ce qu'on appelle un simple examen d'idoneité ? Je demanderai quels sont les droits qui seront réservés aux sous-officiers et soldats de l'armée pour l'entrée à ces écoles ?

Vous le savez, messieurs, les écoles militaires sont regardées par les puristes comme une traverse en faveur des classes aisées, qui, sans elles, rendraient l'armée moins nationale en refusant d'y entrer. En outre, elles offrent aux mi-

litaires expérimentés l'avantage de donner de jeunes officiers instruits et capables à l'armée en même temps qu'elle permet d'espérer en eux de l'énergie, puisqu'ils arrivent aux grades supérieurs dans l'âge de la force et de la vigueur.

La nécessité de déroger à la règle ordinaire en établissant des écoles militaires étant reconnue, on a établi le concours, égal pour tous, pour y entrer et en sortir, on a dédommagé l'armée en permettant à ses sous-officiers et soldats de concourir en temps utile.

Ce sont précisément toutes ces bases fondamentales éminemment constitutionnelles et libérales, que je désire connaître. Je désire aussi savoir, quand elles auront leur mise à exécution. La seule déclaration de monsieur le ministre me suffira pour voter cet article.

Ici, je dois m'écarter du principe posé par la Commission, et retenir un principe, selon moi, vaguement posé par monsieur le ministre dans son premier projet. Je vois nommer tous les lieutenants par l'ancienneté. Pourquoi, messieurs, cette interruption du principe ? Le service est le même, j'en conviens, mais aussi raison de plus par ne pas y perdre les plus belles années de la jeunesse. Rappelons nous que l'avancement aux choix ne s'étend pas au seul grade où l'on doit parvenir, il sert à donner aux jeunes gens de moyens et de capacité la facilité d'arriver aux grades supérieurs dans l'âge de la force et de la vigueur.

Pour nous convaincre que cet article change le but et l'économie de la loi, il suffit de prendre la moyenne de l'acheminement de la carrière militaire dans l'âge de la force et de la vigueur chez l'homme.

D'abord, vous voyez que l'on peut devenir officier au bout de quatre ans, mais dans la pratique le devient-on, surtout si le volontariat prend de la consistance dans l'armée ? Non sans doute ; examinons la pratique en France, et nous verrons que la moyenne des promotions au grade d'officier se porte bien au-dessus des quatre ans, terme restrictif de la loi.

Je puis d'autant mieux l'affirmer que dernièrement encore je suis allé prendre cette moyenne, et j'ai vu que les jeunes gens distingués, qui ont fait toutes leurs études, et qui sont même protégés, n'arrivent au grade de sous-lieutenant qu'au bout de cinq ou six ans ; on a vu quelquefois dans la guerre d'Afrique, quand un bataillon s'était fait écharper, que des jeunes gens étaient arrivés au bout de quatre ans, mais c'est une exception, la moyenne est de cinq ou six ans. Chez nous il n'en sera pas ainsi dans les premiers moments, mais quand nous aurons assuré un avenir certain aux sous-officiers, quand nous aurons établi l'avancement au choix, vous verrez les familles qui n'ont pas les moyens d'envoyer leurs fils à l'école, les envoyer à l'armée comme simples soldats comptant leur donner une carrière aussi brillante que celles des élèves des écoles, du moins qui peut devenir aussi belle par la suite, s'ils savent la précipiter par leurs talents et leurs mérites.

Il est bon d'ajouter ici qu'en France l'avancement est régulièrement beaucoup plus rapide qu'il ne le sera chez nous de longtemps.

Or, messieurs, si, consultant la pratique, vous examinez la position du jeune homme qui s'engage, ou d'un homme de levée, enrôlé à 21 ans, d'après la loi, il arrivera, si vous adoptez la moyenne citée, à l'âge de 29 ans au grade de sous-lieutenant ; s'il lui faut également neuf ans pour arriver au grade de lieutenant, il y arrivera à 38 ans. Je vous demande : quelle perte inutile de la plus belle partie de la vie humaine ?

Quelle carrière vous lui réservez ? Quelle émulation il peut avoir en voyant le spectre de la retraite le menacer avant qu'il puisse atteindre un grade supérieur ? Que devient alors l'utilité pratique de votre loi sur l'avancement au choix ?

J'en dirai de même pour un élève des écoles militaires qui arrive d'emblée au grade d'officier. Vous excitez chez lui l'émulation par l'entrée et la sortie au concours. Vous écrasez cette émulation pour neuf ans dans la fleur de sa jeunesse, et nous voilà à peu-près dans les mêmes inconvénients que la loi tend à empêcher.

Maintenant vous me disiez qu'au bout de deux ans il pourra devenir capitaine. Mais qui vous assure qu'en moyenne, en deux ans, un lieutenant distingué parvienne au grade de capitaine ? Ne peut-il pas se présenter d'officiers plus ou aussi distingués que lui et qui seraient en conséquence préférés ? Alors il faudra attendre que la veine d'avancement devienne favorable, et vous voyez que par ce principe vous gênez l'économie de la loi ; c'est-à-dire vous négligez la nécessité que vous avez admise de donner un avancement aux officiers qui ont du mérite, pour exciter leur émulation et les faire arriver à l'âge de la vigueur aux grades supérieurs. En conséquence, je me remets à l'article proposé antérieurement par monsieur le ministre, parce que je le crois plus conforme à l'esprit qui forme la base de cette loi.

L'article 17 vient parler du choix des officiers supérieurs, et nous voyons que les officiers supérieurs seront pris parmi les capitaines de chaque arme, et que le corps royal d'état major planera au-dessus de tous, pour avoir sur tous un choix privilégié.

Les bases de la loi d'avancement sont des garanties à tous et dans chaque arme un avancement proportionnel à ses bons services. Si donc les officiers d'état major ont le droit de venir prendre de l'avancement parmi les officiers des armes communes, il est évident que la garantie des autres armes est abolie par ce privilège illimité. Car, si ce privilège était fixé à concurrence de.... je dirais que c'est un privilège à concurrence de... et alors je n'hésiterais pas à le rejeter ; mais s'il est illimité, il est d'autant plus regrettable, comme destructif de la loi même.

Il enlève toute garantie soit aux officiers d'état major, soit aux officiers d'armes communes de conserver l'avancement qu'ils ont acquis les premiers par le concours d'entrée dans le corps d'état major (mode de recrutement que, soit dit en passant, j'approuve complètement), les seconds perdent tous les droits qu'ils acquièrent par leurs bons services dans leur arme.

Cela est aussi nuisible à l'esprit de corps chez tous les deux, en divisant le corps d'état major en deux classes : ceux qui espèrent rester et ceux qui doivent s'en aller, et dans les armes communes en introduisant des éléments de dissension et de rivalité.

Je ne parlerai pas davantage du mauvais effet que ce privilège fera sur les officiers dans les armes communes. Il est certain que l'on écoulera comme officiers supérieurs dans les armes communes ceux qu'on ne voudra pas conserver dans l'état major. Alors la traverse sera d'autant plus désastreuse et plus pénible, et la position deviendra plus difficile pour les officiers d'état major comme pour les autres. Cette réflexion unie avec la base fondamentale de la loi qui veut favoriser le bien du service, en assurant à toutes les armes des garanties pour leur avenir, et les récompenses légitimes dues à leur mérite, à leurs travaux et à leurs fatigues, cette réflexion, dis-je, me porte à rejeter complètement cet article.

J'arrive à l'article 36. Le but de la loi a été de donner les garanties que je viens d'expliquer ; eh bien ! au moyen de l'article 36, toutes les garanties disparaissent. Ainsi, si on laisse au Gouvernement le droit de transporter d'un corps à un autre un individu, il est bien certain que le principe qui règle la loi d'avancement, et par conséquent toute l'économie de la loi, est tout à fait détruit. Je comprend bien qu'à cet égard il y ait quelques exemptions ; mais une loi fondamentale comme celle-ci ne doit être basée que sur les circonstances qui arrivent le plus souvent. Dans beaucoup d'autres pays que le nôtre, et je citerai la France par exemple, cet article n'existe pas ; il y a dans le règlement d'exécution des dispositions qui obvient aux rares inconvénients ; ce sont les articles sur la permutation ; cette permutation peut être ordonnée même d'office par le Gouvernement, mais les conditions en sont déterminées et de sorte à ne léser en aucune manière les intérêts des tiers. Or, ici dans la loi même, nous voyons donner une faculté illimitée ; alors les garanties deviennent atmosphériques, elles s'évanouissent à volonté. Je n'ai nul besoin de vous apporter d'autres raisons pour démontrer que cet article est tout-à-fait contraire à l'esprit de la loi, et qu'il vaut beaucoup mieux imiter à cet égard la réserve de la loi française qui laisse au règlement d'exécution le soin de pourvoir à quelques rares exceptions, sans léser aucun intérêt, sans enlever d'un seul trait à l'armée la garantie que le but formel de la loi tend à lui assurer.

Après avoir examiné ces articles, tout en reconnaissant cependant que le fond de la loi est bon, et en déclarant que je m'associe à ses principes, je crois devoir faire quelques observations sur le mode d'exécution de la loi même. Je prie ici la Chambre de vouloir bien les entendre, en tenant compte de la sincérité qui les dicte.

Vous le savez, messieurs, dans les changements d'institutions, dans le passage d'institutions anciennes à des institutions nouvelles, souvent des préjugés se manifestent. Ainsi vous avez entendu demander comment existait ce mérite. D'abord on essaie d'en nier l'existence ; ensuite, faute de réussite, on demande comment on le peut constater.

Je demanderai de nouveau comment on l'entend. Le mérite militaire est une chose complexe. Les uns, comme je l'ai déjà dit plus haut, le mettent tout-à-fait dans un matérialisme qui n'exige ni intelligence, ni esprit, mais seulement des habitudes et de la bonne volonté. Matérialisme qui sait préparer une armée à la guerre, mais qui est parfaitement inutile sur le champ de bataille, parce qu'il faut bien d'autres qualités pour y réussir. Ce n'est pas tout que de savoir montrer aux troupes la manœuvre de leurs armes et quelques évolutions élémentaires, mais il faut en temps de guerre avoir autant que possible une instruction raisonnée et ensuite ce coup d'œil, cette inspiration soudaine qui font les bons chefs et les grands capitaines.

Il est bien facile, messieurs, en entendant parler du mérite, de se persuader qu'une grande quantité d'officiers ait voulu faire résistance. Ils ne peuvent, comme nous l'avons dit, nier son existence, parce que toutes les autorités militaires, tous les hommes pratiques de guerre l'ont reconnu ; mais ils cherchent à le déplacer, suivant leurs idées particulières ; de plus, ils cherchent à prouver qu'il est très-difficile de le constater, et dans cette hypothèse ils demandent qu'un règlement infaillible mette frein à ce qu'ils appellent *l'arbitraire du Ministère*.

Je ne demande pas mieux que ce règlement existe, et je vois avec plaisir que le rapport de la Commission en signale l'existence, et je dirai même, le bon esprit et l'à-propos :

seulement je ferai une observation dans le conflit de ces deux opinions ; observation que je n'ai pas voulu développer par discrétion : c'est que je crois que pendant quelques années encore, si l'on veut vraiment que les promotions soient données au mérite, c'est-à-dire à l'instruction, au talent et à l'intelligence, accompagnés de la bonne conduite, je crois, dis-je, que, loin d'avoir à craindre l'influence ministérielle, il est à désirer non-seulement qu'elle existe, mais qu'elle ne se laisse pas dérouter par les tendances contraires au progrès et à l'instruction qu'elle veut établir par cette loi. Telle est l'observation que je crois devoir faire. Comme je l'ai dit, je ne veux point, par un sentiment de discrétion, en développer l'opportunité, surtout pour ne pas exciter des passions qui sont loin d'être assoupies.

J'arrive à la fin de ma tâche. D'après les observations que j'ai faites sur quelques articles qui, selon moi, détruisent l'économie de la loi elle-même, il serait assez naturel de penser que, quelque je m'associe aux principes de cette loi, je devrais la rejeter et la renvoyer à un autre examen.

Mais, messieurs, avant de prononcer un vote définitif, il faut savoir tenir compte des circonstances, de l'utilité, de l'opportunité. La loi qui nous est proposée nous enlève d'incertitude, elle nous donne une garantie : le règlement d'exécution nous en donne aussi. Eh bien, est-il sage, est-il prudent, est-il conforme à l'intérêt de l'armée, en renvoyant cette loi à l'infini, de laisser continuer le *statu quo*, qui pourrait nous être si funeste dans les circonstances mêmes où se trouvent les autres pays, et où nous nous trouvons nous-mêmes ?

Veut-on, sous prétexte d'avoir quelques améliorations de détail, priver l'armée d'avoir au moins une garantie quelconque ? Serait-ce prudence ? Ne serait-ce pas oublier les conseils de la sagesse pour se livrer à une opposition systématique ; ne serait-ce pas compromettre l'avenir de l'armée et du pays que les circonstances présentes, je le répète, nous font une obligation impérieuse d'assurer au plus vite ?

Tel est le problème que je me propose de résoudre maintenant : j'espère que le problème sera résolu par un vote favorable à la loi, parce que je ne doute pas que, si nous avons fait quelques observations sur la loi, sur les articles, observations que nous avons cru et que nous croyons encore utiles et essentiels, les explications que monsieur le ministre voudra bien nous donner tout à l'heure, rassureront notre conscience à cet égard et nous permettront de voter sans crainte une loi par laquelle nous devons concevoir l'espérance d'assurer des résultats favorables au bien de l'armée, toujours confondu avec la sûreté, la gloire et la prospérité du pays. (Bravo !)

PRESIDENTE. Il deputato Cossato ha la parola.

COSSATO. Il progetto di legge sull'avanzamento dell'esercito, quale viene per la seconda volta presentato alla Camera, offre, a mio avviso, tali modificazioni che possono renderlo accettabile anche senza quegli altri miglioramenti di cui sarebbe ancora suscettibile, e ciò atteso l'urgente bisogno che si ha di una legge la quale assicuri l'avvenire dei militari, e non solo li garantisca contro la possibilità degli arbitrii, ma ne tolga loro perfino il sospetto.

Il nuovo progetto derogò in qualche parte al principio dell'avanzamento a scelta, principio buono in astratto, ma di troppo difficile esecuzione per renderlo esclusivo o dargli una troppo larga estensione.

Dissi buono in astratto, sebbene anche sotto quest'aspetto non lo sia che per chi miri al solo scopo di spingere avanti i migliori, senza tener conto del malcontento che debbe natu-

ralmente generare un siffatto sistema presso quelli che sono lasciati indietro.

Si dice essere giusto di ricompensare coloro che si applicano con maggiore zelo, sia nell'adempimento dei doveri dell'attuale loro grado, sia nell'acquistare quelle cognizioni che debbono renderli degni dei gradi superiori ; ma se è giusto di ricompensare il merito con premi che non ledano gl'interessi altrui, come sarebbero le menzioni onorevoli all'ordine del giorno, le medaglie, le decorazioni, non lo è più quando ciò si faccia a danno di chi non ha demeriti, come avviene appunto quando per ricompensare un ufficiale meno anziano gli si dà un grado che avrebbe spettato ad un altro che conta un maggior numero d'anni di onorato servizio, ed al quale non manchi l'idoneità pel grado a cui lo si dovrebbe promuovere.

Queste considerazioni mi avrebbero fatto desiderare che, come si è stabilito per l'avanzamento di grado di sottotenente a quello di luogotenente, si fosse pure disposto per la promozione al grado di capitano ; le incumbenze di questo grado sono ancora tali che possono essere bene disimpegnate da chiunque si sia mostrato idoneo al servizio dei due gradi inferiori di sottotenente e di luogotenente, e specialmente di quest'ultimo, nel quale sarà soventi volte avvenuto che l'ufficiale abbia dovuto surrogare il capitano ammalato od assente : e che così lo creda pure il signor ministro è provato da ciò che, secondo il suo progetto, le promozioni a capitano di quelli che non fossero giudicati meritevoli di essere prescelti, non sarà già negata, ma soltanto ritardata.

Ora, supposta l'idoneità, condizione d'altronde esplicitamente richiesta dall'articolo 1 del progetto di legge per essere promosso ad un grado qualunque, io non so vedere la giustizia di tenere indietro gli idonei per far procedere altri che, oltre all'idoneità, abbiano o siano creduti avere altre qualità, ottime se si vuole, ma non ancora necessarie pel bene del servizio. Così, a modo d'esempio, quando si trattasse di un ufficio per adempiere al quale non fosse necessaria che la sola cognizione delle semplici operazioni d'aritmetica, ognuno vede come ad un tale ufficio sarebbe ugualmente abile, se non più, chi sia rimasto a questo primo gradino delle scienze del calcolo come il più insigne matematico, e come sarebbe ingiusto di negare al buon aritmetico un impiego a cui gli darebbero diritto la sua anzianità di servizio, per accordarlo al matematico per sola ragione di scelta fondata sul merito.

Ma si soggiunge che all'interesse degli individui debbe prevalere quello dell'esercito, il quale esige che siano spinti avanti ufficiali giovani e che già nel loro primo esordire dimostrino d'avere quelle qualità che, sempre pregevoli, sebbene non suscettibili di applicazione nei gradi subalterni, divengono poi necessarie od utilissime nei gradi superiori, e ciò è vero. Si debbe però riflettere che con questo sistema si avranno ufficiali superiori giovani e subalterni vecchi, e non so se questo inconveniente non sia per superare il vantaggio che si spera dall'applicazione del principio della scelta ; questo so bene che molti servizi da adempiersi dagli ufficiali subalterni esigono forze e vigore di età, senza cui a nulla gioverebbe per essi tutta la scienza che potessero avere dell'arte militare, e che se si sono veduti talvolta abili generali in età senile, lo stesso non avvenne nei gradi inferiori della milizia.

Io credo invece che l'interesse dell'esercito esiga sopra tutto che gli ufficiali siano contenti del proprio stato, al che contribuisce non poco la prospettiva di poter giungere almeno al grado di capitano, prima che l'età avanzata e la sa-

lute logora pei 25 o 30 anni passati nei faticosi servizi dei gradi subalterni non gli obblighino a chiedere, o non pongano il Governo nella necessità di dar loro il congedo; e che questa prospettiva di avanzamento sia per essere di molto affievolita, si vedrà facilmente se si consideri che se in media il tempo richiesto per passare dal grado di luogotenente a quello di capitano era di dieci anni, ve ne vorranno d'or innanzi quindici per quei luogotenenti che potranno essere compresi se non nei due terzi da promuoversi per anzianità.

Comunque sia però, se l'introduzione di un cambiamento, cui forse il ministro terrà per essenziale e di maggiore importanza che a me non pare anche nel suo sistema, fosse per cagionare un troppo lungo ritardo all'emissione della legge ora sottoposta alle deliberazioni di questa Camera e già approvata dal Senato, io mi asterrò dal fare nessuna formale protesta acciò venga ancora allargato, nel senso in cui ho discusso, il diritto d'anzianità, confortandomi in ciò il pensiero che la natura stessa delle cose ed il massimo interesse che il ministro promotore di questa legge, e quelli che siano per succedergli, avranno mai sempre di non scontentare l'esercito col fare avanzare gli uni a detrimento degli altri, faranno sì che essi non si varranno della facoltà della scelta in favore dei meno anziani, a meno che non ne sia evidentemente dimostrata la necessità pel bene del servizio, e che per conseguenza, nella massima parte dei casi, l'uffiziale più anziano che abbia veramente, come è prescritto, l'idoneità per riempire gli uffici del nuovo grado, sarà il prescelto per l'avanzamento, sebbene si trovi fra i suoi colleghi meno anziani chi gli sia superiore per qualità pregevoli bensì, ma il cui possedimento non possa influire sull'esercizio buono o migliore delle incumbenze di un grado in cui non v'è ancora luogo al loro sviluppo.

Non vorrei che da queste mie osservazioni si venisse a concludere che io avversi, in modo assoluto il principio della scelta per l'avanzamento nell'esercito; io ne contesto soltanto l'utilità nei tempi e pei gradi in cui non si possono avere gli elementi necessari per fare una scelta imparziale, e giusta anche agli occhi di chi debbe sentirne il danno, come si avrebbero in tempo di guerra, in cui i motivi di preferenza possono essere appoggiati sopra fatti di manifesta evidenza, o pei gradi superiori a quello di capitano, nei quali la differenza d'ingegno e d'istruzione nella parte più elevata della scienza della guerra cominciano a poter rilevare la influenza. E d'altronde la larga parte, alla quale non mi oppongo, fatta dal progetto di legge per l'avanzamento a scelta dal grado di capitano a quello di maggiore, e l'intera cessazione del diritto di anzianità per l'avanzamento ai gradi superiori a quello di maggiore, lasciano evidentemente ancora al Ministero un'ampia via per spingere avanti al comando dei corpi, in età sufficientemente vigorosa, quegli uffiziali che ne saranno stimati più degni, e quindi lo scopo a cui mira il signor ministro sarebbe egualmente raggiunto.

Questo per l'avanzamento nelle truppe di linea: rimarrebbe ad esaminare se il modo proposto per quello dei corpi speciali non lascia nulla a desiderare. Non parlerò delle guardie del corpo, dei carabinieri reali, dell'artiglieria e del genio, lasciando ad altri il farlo che meglio conosca i particolari del servizio di codesti corpi, ed i bisogni a cui conviene principalmente di provvedere riguardo ai medesimi; io mi restringerò a lamentare l'incertezza in cui sono lasciate le sorti dello stato maggiore. Per lo passato questo corpo si reclutava nella stessa guisa che quelli dell'artiglieria e del genio fra giovani, i quali, oltre all'istruzione comune mili-

tare, avessero fatto un corso compiuto di studi matematici, onde fossero poi ugualmente capaci di disimpegnare le incombenze militari e le scientifiche che erano proprie di quel corpo; però si è fatto al medesimo il rimprovero che molti de' suoi uffiziali troppo esclusivamente applicati nei lavori topografici e geodetici riuscissero poi meno atti alle funzioni militari che formano una parte cotanto essenziale dei doveri dello stato maggiore, ed a ciò si è voluto porre rimedio col non più accettare nel corpo se non capitani tratti da uffiziali dell'esercito, sotto la condizione che riuniscano i requisiti da stabilirsi per apposito regolamento. Si vede che la sorte futura del corpo dello stato maggiore dipende dall'annunziato regolamento e non dalla presente legge.

Ora io credo che, se il detto regolamento imporrà fra i requisiti per l'ammissione le cognizioni necessarie per la perfetta intelligenza e pel disimpegno de' lavori topografici e geodetici, non si troveranno fra gli uffiziali dell'esercito candidati per l'ammissione, essendo noto che ben lungi dal potersi abilitare negli studi matematici, chi non vi abbia data opera fin dalla sua prima gioventù e si trovi distratto dalle occupazioni del servizio nei reggimenti, avviene pur troppo soventissimo che siffatti studi sono dimenticati anche da coloro che ne compiono regolarmente il corso quando siano ad essi mancate le occasioni od il tempo di tenervisi esercitati. Se poi non si vorrà andare a rigore sopra tali cognizioni e si restringano le esigenze agli elementi di geometria pratica indispensabili per fare una buona ricognizione militare del terreno e per la formazione d'un piano topografico per cui già si abbiano i punti trigonometrici sui quali debba essere basato, allora dovrà cessare necessariamente di far parte delle attribuzioni del corpo dello stato maggiore la parte geodetica, per cui mancheranno gli uffiziali idonei a misura che gli antichi, che sono ancora capaci di occuparsene, scompariranno.

Si dice che fra gli uffiziali aspiranti al grado di capitano nello stato maggiore se ne presentarono di quelli dell'artiglieria e del genio, i quali sarebbero certamente adatti per qualsivoglia delle attribuzioni del corpo, ma io non credo che ciò possa succedere se non per qualche rara eccezione; oltre all'affezione che naturalmente contraggono gli uffiziali tutti, ed in particolar modo quelli delle armi speciali, pel corpo a cui appartengono, gli uffiziali d'artiglieria e del genio, saranno ancora impediti dal cercare di uscirne per passare allo stato maggiore: 1° dall'obbligo che probabilmente verrà loro imposto di un esame, almeno sulla geodesia, obbligo sempre oneroso, sebbene si abbia la certezza di trarsene con buon successo; 2° dalla incertezza della posizione che avranno nel nuovo corpo, d'onde potranno essere costretti di uscire per avere avanzamento, con perdita dei vantaggi assegnati dalla legge sulle pensioni di ritiro agli uffiziali delle armi speciali. Sono persuaso che queste considerazioni non isfuggiranno al signor ministro della guerra quando sarà per compilare il regolamento per l'ammissione al corpo dello stato maggiore, e che avendo egli allora bene determinato quali attribuzioni voglia conservare al medesimo, stabilirà tali condizioni che si possano avere abili uffiziali per le diverse specialità del servizio, sia facilitando il passaggio allo stato maggiore agli uffiziali d'artiglieria e del genio in guisa da vincere la naturale ripugnanza a siffatti cambiamenti di corpo, sia anche col ristabilire una categoria di luogotenenti da trarsi dagli istituti militari, in quel numero che si crederà conveniente onde il sistema di reclutamento pei capitani del corpo di stato maggiore proposto nel presente progetto di legge non venga alterato nel suo spirito, come non lo sarebbe neppure nella lettera, i luogo-

tenenti di cui si tratta essendo anch'essi compresi fra gli ufficiali dell'esercito fra cui dovranno scegliersi i capitani.

LA MARMORA, ministro della guerra. L'onorevole deputato Pinelli nell'esordire del suo discorso ha creduto opportuno, non dirò di giustificarsi, ma d'osservare alla Camera che se nella discussione del bilancio egli aveva presentate le obiezioni che intendeva fare al Ministero con un'apparente vivacità, non era però mosso che dal desiderio intimo del bene dell'esercito, e che non nutriva specie alcuna d'acrimonia verso chicchessia. Io lascio giudice la Camera se vi sia o non vi sia stata nelle sue parole passione o personalità di sorta.

Egli osservò poi, venendo alla disamina della presente legge, come dessa sia stata per lungo tempo aspettata con grandissima impazienza dall'esercito, e che quando fu presentata dal Ministero egli non la rinvenisse quale la desiderava, e che si trova perciò suo malgrado costretto a non approvarla in modo veruno. Aggiunse ancora preferire egli di gran lunga il sistema dell'anzianità, se non in tutto, almeno in parte, a quello della scelta.

Risponderò primieramente, che se si fosse trattato di lasciare in vigore il sistema di anzianità, non sarebbe stato neanche necessario di presentare la legge, e quindi io non vedrei come potrebbe egli giustificare l'asserzione che l'armata l'aspettasse con sì grande ansietà.

Io sono del parere, che se l'esercito ed il paese aspettavano realmente questa legge con grande ansietà, egli è precisamente perchè si sperava che dessa apportasse qualche modificazione all'antico sistema dell'anzianità, gl'inconvenienti del quale sono stati troppo luminosamente provati dall'esperienza, e specialmente nell'ultima campagna, perchè si possa sostenere di d'oggi che non avesse bisogno di essere modificato; che se questa Aula potesse ripetere tutto ciò che in essa fu detto, massime nel 1848 e 1849, riguardo all'anzianità, io credo che non si cercherebbe più di fare una così larga parte alla medesima.

Quanto poi al ritardo del porla in discussione, osservo che, appunto perchè questa legge è di importanza grandissima, dovette naturalmente venire a lungo discussa nel congresso consultivo della guerra.

Inoltre è da notare che son quasi scorsi due anni dacchè io l'ho presentata e che, se non potè venire in discussione, certo non fu per colpa mia.

Fra i più gravi rimproveri fatti a questa legge dal deputato Pinelli v'ha pur quello di mettere la diffidenza e la discordia nei vari corpi. Egli diceva: è bensì vero che in un paese a noi vicino, nella Francia, il principio che informa questa legge è in pieno vigore, ma esso colà non ha gli stessi inconvenienti che si verificheranno presso noi, perchè l'armata in Francia è così numerosa, che gli ufficiali si conoscono appena.

A provare quanto sia mal fondata codesta osservazione risponderò al deputato Pinelli, il quale, al certo ha letto la legge francese, che l'avanzamento in Francia non ha luogo su tutto l'esercito, ma bensì nel corpo a cui l'ufficiale appartiene; che in conseguenza quel contrasto, quel disgusto che può nascere in un individuo nel vedersene preferire un altro, certamente ha maggior fondamento in Francia che presso di noi, ove si fa per passaggio di corpo, il che renderà certamente questa scelta meno penosa, meno umiliante per l'individuo posposto. Io mi sono trovato a ragionare con molti ufficiali francesi, e tutti mi dicevano che era cosa naturalissima che un ufficiale, quantunque meno anziano di servizio, fosse promosso a vece di un altro più anziano, perchè

l'ispettore l'aveva trovato più capace; e qui cade in acconcio di ricordare un'importante osservazione. Alcuno degli onorevoli preopinanti parlò di ricompense; certo che come ricompensa basterebbero le menzioni onorevoli, basterebbero le decorazioni o qualunque altra remunerazione senza fare avanzamenti a' gradi superiori. Ma la questione non è questa; si tratta di avere dei capi capaci tanto pei pregi dell'intelletto quanto pelle doti fisiche, che abbiano insomma tutte quelle qualità che si richieggono per comandare battaglioni, o compagnie, e massime per comandare reggimenti.

In quanto alla scelta dei capitani, fino ad un certo punto trovo giuste le osservazioni del deputato Cossato. Qui non vi è scelta; si fanno capitani i più idonei, appunto per aprire agli ufficiali più distinti e più capaci la carriera ai gradi superiori, ed è questo il motivo per cui in Francia si spinge anche la scelta dal grado di sottotenente a quello di tenente, scelta che da noi si è creduta di dovere abbandonare, perchè lasciandoli andare per turno sino al grado di tenente, si hanno in questo modo maggiori mezzi di poter distinguere gli uomini più meritevoli dagli altri.

L'onorevole deputato Pinelli ha detto pure che questa legge produrrà l'inconveniente che gli uomini d'ingegno mediocre, quei tali i quali non potranno sperare avanzamento nella carriera militare, ne prenderanno un'altra.

Per verità questa difficoltà non mi sconcerta gran fatto, perchè io non penso che quei tali che avranno mediocre ingegno vogliano lasciare la carriera militare, dove si esige più particolarmente dello zelo, e solo una capacità discreta, per entrare in un'altra carriera. Si persuada pure l'onorevole deputato Pinelli che in qualunque altra carriera non si segue la norma dell'anzianità, che nello stesso ramo industriale, per citarne uno importante, si ha riguardo alla capacità, non all'anzianità.

Il deputato Pinelli ha creduto di dover ripetere quanto aveva già esternato in altra circostanza (cioè ch'ei non può avere, in quanto alla scelta, alcuna fiducia nell'attuale ministro della guerra, stante i suoi antecedenti. Questo già l'aveva dichiarato nella discussione del bilancio, ed ora ha creduto opportuno di ripeterlo; in verità mi sembra che per persuadere la Camera della verità di un'asserzione così grave egli dovrebbe addurre degli esempi e delle prove.

Io sono disposto ad ammettere di avere commesso qualche sbaglio, però sono pronto a fare davanti la Camera una rassegna di tutti i progetti di legge e provvedimenti che ho proposto alla sanzione del Re, e di sostenerne l'utilità e l'opportunità.

L'onorevole deputato Pinelli ha toccata anche la questione dei sott'ufficiali. Io osservo che è consueta tattica che, quando si è perduto l'appoggio dei superiori e dei compagni, si invoca il sostegno degl'inferiori. Ma io non accetto l'accusa di nulla avere fatto pei sott'ufficiali, di avere posto in disparte o trascurato questa classe, altrettanto importante, quanto degna d'interessamento.

Se l'onorevole deputato Pinelli conta 24 anni di servizio, io ne numero qualcuno di più, e lo prego di informarsi se in tutta la mia carriera io abbia mai negletto la classe dei sott'ufficiali. Quando le scuole non solo non erano ordinate, ma erano osteggiate e quasi quasi proibite, io mi preoccupavo di giorno e di notte (poichè quest'istruzione si dava di sera) del buon andamento delle scuole dei sott'ufficiali, ed è mediante questo insegnamento ordinato così, come lo è ancora adesso in tutto l'esercito, che molti di questi sott'ufficiali si sono posti in grado di sostenere con dignità il grado di ufficiale.

Io invito l'onorevole deputato Pinelli a volere esaminare tutte le circolari e gli ordini scritti e verbali che si danno agl'ispettori ed ai comandanti, e da essi gli sarà agevole il rilevare come siano concepiti in modo che queste ispezioni non servano già solo all'adempimento delle formalità di osservare se le scuole si fanno, ma come abbiano altresì lo scopo d'invigilare a che l'istruzione venga per tal modo diretta, che produca soldati atti a disimpegnare con lode le funzioni di sott'ufficiale, onde possano poi sortire buoni ufficiali.

L'onorevole preopinante ha poi soggiunto che il ministro della guerra, mentre ha nominato generali, colonnelli e maggiori, non ha mai pensato ai bass'uffiziali. Certo la Camera non ignora quale sia il numero degli ufficiali che trovansi ora in aspettativa, e quale fosse la cifra degli stipendi che pesava sul bilancio quando io sono passato a reggere questo dicastero.

Vi erano allora 1500 ufficiali in aspettativa, ed io domando se sia possibile il procurare nuovi posti agli ufficiali subalterni e promuovere qualche bass'ufficiale, ove non si cominci dai gradi più elevati.

A questo riguardo poi, onde la Camera non ritenga che ciò si possa fare a solo arbitrio del ministro, e che i sott'ufficiali siano stati esclusi dall'avanzamento, ho portato meco una statistica di tutti gli ufficiali che ora si trovano nell'armata e vi sono iscritti per grado, cominciando dai generali e discendendo agli ufficiali subalterni.

Questa statistica è poi divisa in quattro categorie: quelli che escono dall'Accademia militare; quelli che si traggono dalle Guardie del Corpo, dai cadetti e da quelli che si chiamavano una volta soldati distinti; quelli che sono scelti tra i bass'uffiziali; quelli infine che vengono dai civili, quelli cioè che entrarono senz'altro al servizio come ufficiali. Ebbene, i generali sortiti dall'Accademia sono nove; dalle Guardie del Corpo, cadetti e soldati distinti, otto; dai bass'uffiziali sei; dai civili diciannove. Il numero assai grande in quest'ultima categoria si spiega, perchè nel 1814, quando si organizzò la nostra armata, molti entrarono al servizio immediatamente come ufficiali.

I colonnelli uscenti dall'Accademia sono 13; dalle Guardie del Corpo, cadetti e soldati distinti 11; dai bass'uffiziali 6; dai civili 7.

I luogotenenti colonnelli, dall'Accademia 20, dalle Guardie del Corpo, cadetti, ecc. 11; dai bass'uffiziali 1; dai borghesi 1.

Dei maggiori se ne trovano uscenti dall'Accademia 47; dalle Guardie del Corpo, ecc., 81; dai bass'uffiziali 15; dai borghesi 15.

I capitani uscenti dall'Accademia sono 178; dalle Guardie del Corpo, cadetti, ecc., 215; dai bass'uffiziali 182; dai borghesi 75.

I luogotenenti uscenti dall'Accademia sono 178; dalle Guardie del Corpo, cadetti, ecc., 25; e questa diminuzione si spiega colla soppressione delle Guardie del Corpo, dei cadetti e dei soldati distinti; provenienti dai bass'uffiziali 544; dai borghesi 79.

Quanto ai sottotenenti gli uscenti dall'Accademia sono solamente 60; dalle Guardie del Corpo, dai cadetti e dai soldati distinti 24; dai bass'uffiziali 970; dai borghesi 141.

Ora, sommando assieme i luogotenenti e sottotenenti risulta una cifra totale di 2021, fra i quali quelli che sortono dai bass'uffiziali sono 1514, dimodochè ascendono ai tre quarti dell'intero corpo degli ufficiali subalterni.

Io domando se vi è un'armata in tutta Europa che abbia questa proporzione. È da notarsi poi che oltre a questa proporzione (che è l'attuale) ne avranno i bass'uffiziali in guerra un'altra eventuale, i cui limiti non si possono calcolare.

Molti sott'uffiziali, è vero, al giorno d'oggi si sono ritirati perchè non avevano speranze, e molti abbandonarono il servizio per aver finito il loro tempo, il che sicuramente è da lamentarsi. Alcuni di essi trovano a collocarsi nell'industria, nel commercio, ma avviene però un buon numero che dopo quindici giorni che sono usciti dal corpo vengono a raccomandarsi al ministro o per avere un impiego o per ritornare al servizio.

Io prego i deputati che s'interessano al progresso ed al benessere dell'esercito, ed in particolar modo di quei graduati, di volersi informare di ciò presso i colonnelli, i quali naturalmente conoscono bene addentro queste cose, e sono certo che essi diranno che i bass'uffiziali sono assolutamente ben trattati e che non sono per nulla disgustati del modo col quale si fanno servire, mentre, se sono ragionevoli, sanno benissimo che dopo che vi è stato un avanzamento così straordinario, che ci ha lasciato un numero così grande di ufficiali in aspettativa, non è da lusingarsi di ottenere un'immediata promozione.

Quanto ai discorsi degli onorevoli deputati Duverger e Cossato, siccome le loro osservazioni hanno tratto più particolarmente ad argomenti che debbono inevitabilmente discutersi quando si tratterà della votazione degli articoli, io li pregherei a volere riprodurre le loro osservazioni quando su quegli articoli verrà aperto il dibattimento, ed io dirò allora il mio sentimento sulle varie questioni agitate. Farò tuttavia sin d'ora osservare all'onorevole deputato Duverger che molte delle sue ragioni sono già state pienamente svolte e confutate nella relazione della Commissione.

PINELLI. Risponderò categoricamente alle varie osservazioni del signor ministro.

Comincerò per dire che il vero motivo per cui l'armata desiderava questa legge non era tanto per veder cessare il sistema dell'anzianità, ma bensì per vedere terminato questo sistema che deploravano tutti d'andare così a salti ed a capriccio nelle promozioni dell'armata; ecco perchè si desiderava tanto questa legge.

Io poi non biasimava il signor ministro per la tardanza a presentare questa legge, quantunque certamente il periodo di quattro anni mi possa sembrare bastantemente lungo per autorizzare il vocabolo *finalmente* di cui mi servii; so benissimo che l'aveva già presentata, e che trattandosi di questioni assai gravi si esigeva un lungo studio.

Quanto all'esempio che egli desume dall'esercito francese, non avendo io visitato quel paese, nè veduta quell'armata, non insisterò; nulladimeno noterò a tale proposito che quando colà si fanno le promozioni straordinarie a cui ha accennato, ciò succede per azioni segnalate in guerra, ed in gran parte nei gradi superiori, di guisa che si può agevolmente scorgere che siffatte ricompense sono meritate. Aggiungerò ancora che io lessi quanto in ordine alla legge sull'avanzamento nell'esercito hanno scritto i generali Préal e Marmont, che furono chiarissimi ufficiali dell'armata francese, e scorgo che essi concordano col mio parere, che, cioè, il sistema il quale ci è ora proposto può produrre non lievi dissidi nei corpi. Del rimanente, torno a dirlo, non reputo poi che sia tanto utile il ricorrere di continuo alla Francia per attingere le norme onde fare le leggi nostre.

Quanto all'aver capi che siano capaci, comprendo anche io essere d'uopo che l'idoneità sia più grande dal grado di capitano a quello di maggiore, e che da questo al grado di tenente colonnello si lasci la scelta.

Il ministro diceva di non spaventarsi se le mediocrità non entreranno nell'esercito. Se ciò è, converrebbe che il mini-

stro potesse far fabbricare delle dozzine di uomini di genio, imperocchè, chiunque conosca un po' la razza umana, sa che le mediocrità ne costituiscono i nove decimi. Quindi, se ci privassimo interamente di esse, finiremmo per avere i quadri vuoti. Il signor ministro dice che non si ammettono le mediocrità nell'impieghi; ciò è vero, ma giova porre mente che vi sono degl'impieghi secondari pei quali non si richiede un gran talento, e poi vi sono ancora impieghi di commercio ed altri in cui la sorte degl'individui non dipende dal capriccio di un superiore, nè v'è la severa disciplina militare. Ciò posto, se non si alletta la gioventù con qualche vantaggio e colla speranza di fare una carriera rapida sì, ma tutelata dal capriccio dei capi, la disciplina militare essendo già per sè stessa pesante, nè verrà per risultato di allontanare i giovani dall'abbracciare la carriera delle armi. Il signor ministro dice aver io asserito di non avere alcuna fiducia in lui; io dissi poca e non niuna, e ne addussi anche le ragioni; dissi, cioè, che ciò avveniva per gli sbagli in cui è caduto pel passato; egli m'invita a citarli, aggiungendo che eccettua i casi in cui sbagliò; capisco anch'io che se eccettuassi i casi in cui ha errato, gli altri sono giusti.

Io dirò soltanto così di passaggio, che prima di questa, già eravi un'altra legge promossa dal ministro generale Brogna, nella quale si stabiliva per i capitani lo spazio di 6 anni per passar maggiori; ridotto a 5 in tempo di guerra.

Or bene, crede forse il signor ministro che i capitani dei bersaglieri che egli ha elevato al grado di maggiore avessero questi anni di servizio? Essi contavano 12 o 14 mesi al più.

Io non parlerò della capacità degli individui, poichè sono amico di varii di essi, saranno tutti capaccissimi, ma le chiederò solamente se avevano il tempo richiesto per la loro promozione. Ripeto che ve ne erano alcuni che contavano 14 mesi di grado di capitano. Io cito quest'esempio nel solo intento di dimostrarvi che io non ho parlato a caso.

Non so poi veramente cosa abbia inteso dire il signor ministro con quelle parole, che quando si è perduto l'appoggio dei superiori e dei compagni, si va cercando quello degli inferiori; io appoggio non ne ebbi mai; io conto 25 anni di servizio, e non 24 come piacque di dire al signor ministro, e due campagne; progredii sempre al mio turno (*Segni di negazione del ministro*), signor sì, e lo proverò, io progredii sempre al mio turno, e non per protezioni, non ne volli mai, e non ne vorrò mai; in quanto a miei compagni, io apprezzo l'amicizia dei buoni, e ne li contraccambio; quanto a coloro che non mi sono amici poco me ne cale. Ma, ripeto intanto che non ho cercato mai l'appoggio dei superiori, e ne faccio solenne dichiarazione che mai la cercherò.

LA MARMORA, ministro della guerra. (*Fa cenni negativi.*)

PINELLI. E qui osserverò al signor ministro che fa cenni negativi alle mie parole, volendo far credere che io sono stato promosso per merito, come mi disse varie volte in privato colloquio, però mai riuscì a persuadermi (ma il signor ministro mi vi astringe); le osserverò dunque che egli promosse a maggiori 10 capitani che erano meno anziani di me, e quindi la mia nomina precedette quella di tre altri che vennero nominati dopo di me, di modo che ne viene che egli ha eletto prima di me a coprire il grado di maggiore 7 di me meno anziani, ed io non posso dunque vantarmi di dovere la mia promozione al merito. Il signor ministro calcolò fra tutti quelli che erano prima di me coloro che invece di essere promossi vennero giubilati o posti in servizio sedentario, ma il signor ministro avrà avuto le sue ragioni per questo ed io non entrerò in queste particolarità, ma non è esatto

dire che io fui promosso per merito. Giudichi ora la Camera se mi furono fatti vantaggi nella carriera. Ad ogni modo, ripeto, che sono fortunatissimo di non avere avuto favori ministeriali e che non cercherò mai di averne.

Il signor ministro mi parlò delle scuole che egli faceva come capitano d'artiglieria.

In ciò sono d'accordo con lui: io vidi quelle scuole e fui veramente edificato del modo con cui erano regolate dal capitano Morelli. Da questo però non consegue che egli come ministro abbia proseguito nella lodevole condotta del capitano di artiglieria.

Il signor ministro dice di aver fatto molto pei sott'ufficiali.

Io veramente non so, perchè non mi sembra che si dia loro quell'educazione che è necessaria per abilitarli a diventare ufficiali. La scuola militare d'Ivrea a cui ebbi l'onore di appartenere è anch'essa sbagliata nel suo scopo.

Ottima è l'istruzione che si dà nella scuola militare di Ivrea, ma tutte le cose che vi s'insegnano si possono imparare anche nei reggimenti. Se adunque il signor ministro vuole porre i sott'ufficiali in grado di acquistare le cognizioni necessarie ad un ufficiale, deve cambiare interamente il programma d'insegnamento della scuola militare d'Ivrea.

Il signor ministro ha detto, ed io mi aspettava questa risposta, che non ha promosso ad ufficiali alcuni sott'ufficiali, perchè si hanno ancora molti ufficiali in aspettativa.

Sgraziatamente il signor ministro ha dimenticato il decreto reale dell'8 agosto 1851. Con questo decreto reale furono promossi ad ufficiali 54 accademisti.

Io non so qual premura avessero di vestire l'assisa d'ufficiale questi giovinotti che non avevano ancora i peli sul mento, mentre si facevano aspettare molti sott'ufficiali che avevano 10 a 12 anni di gallone d'argento, avevano toccate ferite in guerra ed erano fregiati di decorazioni.

Il signor ministro ha citato dati statistici: potrei citarne anch'io in mio favore, se avessi le carte del Ministero a mia disposizione; ricorderò solo che questi ufficiali che ora sono maggiori, generali, e via dicendo, hanno cominciato la loro carriera quando il signor ministro ed io eravamo ragazzi, nel 1815 cioè, nel 1816 e 1820, e non debbono a lui la loro promozione. Tutto ciò che disse in somma il signor ministro, mi rincresce il dirlo, altro non prova se non che i ministri dell'assolutismo erano più propizi ai figli del popolo che il ministro costituzionale.

Parmi d'aver risposto a quanto disse il signor ministro, spero ch'egli avrà intenzione di favorire col tempo i bass'ufficiali, che mi furono sempre cari. Non conteso che il signor ministro sia adorato dai bass'ufficiali d'artiglieria; quello che so si è ch'io sono amato da quelli di linea, ed una prova si è che, quantunque io passeggi ora in abito alla borghese, ciò nullameno tutti i bass'ufficiali che mi conoscono, incontrandomi, mi salutano cordialmente.

Non mi rimane altro a dire al signor ministro se non che, se egli fu buon superiore dei bass'ufficiali dell'artiglieria, io lo fui pure di quelli della fanteria.

PRESIDENTE. Non essendovi più alcun oratore iscritto, interrogherò la Camera se intenda passare alla discussione degli articoli.

(Si passa alla discussione degli articoli.)

Voci. Non siamo più in numero! A lunedì!

La seduta è levata alle ore 5.

Ordine del giorno per la tornata di lunedì:

Seguito della discussione del progetto di legge per l'avanzamento nell'esercito.